



Arrêté du 23 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2221 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (JO du 12/04/2012), modifié en dernier lieu par Arrêté du 17 décembre 2020 (JO du 30/12/2020)

C = Conforme ; NC = Non-Conforme ; AV = A Vérifier ; SO = Sans Objet

Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
Arrêté du 23 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique no 2221 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement					
Art. 1er.					
Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous la rubrique no 2221.	X				Le site de GIMBERT SURGELES est nouvellement soumis à Enregistrement au titre de la rubrique n°2221, avec une quantité maximale de produits alimentaires d'origine animale entrants d'environ 7,22 t/jour.
Il ne s'applique pas aux installations existantes déjà autorisées au titre de la rubrique 2221.				X	L'installation classée au titre de la rubrique n°2221 sur le site de GIMBERT SURGELES est une installation nouvelle au sens de cet arrêté.
Ces dispositions s'appliquent sans préjudice de prescriptions particulières les complétant ou les renforçant dont peut être assorti l'arrêté d'enregistrement dans les conditions fixées par les articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement.	X				Pour mémoire.
Toutefois les dispositions des articles 25, 32, 35, 36, 37, 38,55 et 56 s'appliquent aux installations existantes et aux installations nouvelles conformément aux dispositions de l'article 24 de l'arrêté du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions actives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance de installations classées pour la protection de l'environnement.	X				Pour mémoire.
Art. 2.					
Définition.					
Au sens du présent arrêté, on entend par :					
Champ des activités visées par la rubrique 2221 : le seul conditionnement des matières premières, sans aucun autre traitement ou transformation sur ce produit, notamment par découpage, est exclu, qu'elles aient été ou non préalablement transformées.					Le conditionnement réalisé sur le site de GIMBERT SURGELES est visé par la rubrique n°2221, car les produits de la mer subissent un autre traitement : filetage, panage, surgélation.
Si la seule opération effectuée sur des produits conditionnés est la surgélation et/ou la congélation sans aucun autre traitement ou transformation sur ce produit, les installations de surgélation/congélation ne relèvent pas de cette rubrique.					La surgélation réalisée sur le site de GIMBERT SURGELES est visée par la rubrique n°2221, car ce n'est pas la seule opération effectuée sur les produits : les produits de la mer sont également filetés et panés.
Installation : les bâtiments dans lesquels se déroulent les opérations de réception, préparation (y compris le conditionnement) et conservation de produits d'origine animale et d'entreposage ;					Est considéré comme étant "l'installation classée 2221", l'ensemble du bâtiment d'extension.

Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
Sous-produits animaux : au sens de l'article 3 du règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine, soit "les cadavres entiers ou parties d'animaux, les produits d'origine animale ou d'autres produits obtenus à partir d'animaux, qui ne sont pas destinés à la consommation humaine, y compris les ovocytes, les embryons et le sperme".					Sont considérés comme étant des sous-produits animaux les arêtes et potentielles peaux des produits de la mer.
Locaux frigorifiques : local servant au stockage ou au tri de marchandises dans lequel les conditions de température et/ou d'hygrométrie sont réglées et maintenues en fonction des critères de conservation propres aux produits, qu'ils soient réfrigérés (température positive) ou congelés ou surgelés (température négative).					Les locaux frigorifiques sont les locaux suivants (tri des marchandises et température régulée d'environ +5°C pour la conservation des produits) : filetage, panage, surgélation, conditionnement.
QMNA : le débit (Q) mensuel (M) minimal (N) de chaque année civile (A). Il s'agit du débit d'étiage d'un cours d'eau.					
QMNA5 : la valeur du QMNA telle qu'elle ne se produit qu'une année sur cinq en moyenne.					
Zone de mélange : zone adjacente au point de rejet où les concentrations d'un ou plusieurs polluants peuvent dépasser les normes de qualité environnementales. Cette zone est proportionnée et limitée à la proximité du point de rejet et ne compromet pas le respect des normes de qualité environnementales sur le reste de la masse d'eau.					
Polluant spécifique de l'état écologique : substance dangereuse recensée comme étant déversée en quantité significative dans les masses d'eau de chaque bassin ou sous-bassin hydrographique ;					
Substance dangereuse ou micropolluant : substance ou groupe de substances qui sont toxiques, persistantes et bioaccumulables, et autre substance ou groupe de substances qui sont considérées, à un degré équivalent, comme sujettes à caution ;					
persistantes et bioaccumulables, et autre substance ou groupe de substances qui sont considérées, à un degré équivalent, comme sujettes à caution ;					
Réfrigération en circuit ouvert : tout système qui permet le retour des eaux de refroidissement dans le milieu naturel après prélèvement.					
Epandage : toute application de déchets ou effluents sur ou dans les sols agricoles.					
Niveau d'une odeur ou concentration d'un mélange odorant : conventionnellement, le facteur de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population.					
Débit d'odeur : conventionnellement, le produit du débit d'air rejeté, exprimé en m³/h, par le facteur de dilution au seuil de perception.					
Emergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation).					
Zones à émergence réglementée :					

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
	l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier d'enregistrement, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ;					
	les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d'enregistrement ;					
	l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.					
	CHAPITRE Ier - Dispositions générales					
	Art. 3.					
AR du 23/03/2012 Art.3	L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.	X				Disposition d'exploitation - A prendre en compte par l'exploitant à la mise en service de l'installation. Les installations seront construites et exploitées en accord avec les plans et documents joints à la demande d'enregistrement.
AR du 23/03/2012 Art.3	L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.	X				Disposition d'exploitation - A prendre en compte par l'exploitant à la mise en service de l'installation. Les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation de l'installation classée sous la rubrique n°2221 sont notamment détaillées dans le dossier de demande d'enregistrement. Ce dossier sera conservé par l'exploitant.
	Art. 4.					
	L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :					
AR du 23/03/2012 Art.4	—une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ;	X				Disposition d'exploitation - A prendre en compte par l'exploitant à la mise en service de l'installation. Le dossier d'enregistrement sera conservé par l'exploitant.
AR du 23/03/2012 Art.4	—le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;	X				Disposition d'exploitation - Sera prise en compte par l'exploitant en fonction des modifications apportées à l'installation.
AR du 23/03/2012 Art.4	—l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;	X				Disposition d'exploitation - A prendre en compte par l'exploitant à la mise en service de l'installation. A sa délivrance par la Préfecture, l'arrêté d'enregistrement sera conservé par l'exploitant.
AR du 23/03/2012 Art.4	—les résultats des mesures sur les effluents et le bruit au cours des cinq dernières années ;	X				Disposition d'exploitation - Sera prise en compte par l'exploitant à la mise en service de l'installation. Les rapports de mesures seront conservés par l'exploitant.

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.4	–les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :					
AR du 23/03/2012 Art.4	–le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ;	X				Disposition d'exploitation - Sera prise en compte par l'exploitant, le cas échéant.
AR du 23/03/2012 Art.4	–le plan de localisation des risques (cf. article 8) ;	X				Disposition d'exploitation - Sera prise en compte par l'exploitant à la mise en service de l'installation.
AR du 23/03/2012 Art.4	–le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus (cf. article 9) ;	X				Disposition d'exploitation - Sera prise en compte par l'exploitant, le cas échéant.
AR du 23/03/2012 Art.4	–le plan général des stockages (cf. article 8) ;	X				Disposition d'exploitation - Sera prise en compte par l'exploitant à la mise en service de l'installation.
AR du 23/03/2012 Art.4	–les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation (cf. article 9) ;	X				Disposition d'exploitation - Sera prise en compte par l'exploitant à la mise en service de l'installation.
AR du 23/03/2012 Art.4	–les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux à risque (cf. article 11) ;	X				Disposition d'exploitation - Sera prise en compte par l'exploitant à la mise en service de l'installation. Les documents justificatifs attestant les propriétés de résistance au feu des locaux seront conservés par l'exploitant.
AR du 23/03/2012 Art.4	–les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques et des systèmes de détection, (cf. articles 17 et 20) ;	X				Disposition d'exploitation - Sera prise en compte par l'exploitant à la mise en service de l'installation.
AR du 23/03/2012 Art.4	–les consignes d'exploitation (cf. article 26) ;	X				Disposition d'exploitation - Sera prise en compte par l'exploitant à la mise en service de l'installation.
AR du 23/03/2012 Art.4	–le registre des résultats de mesure de prélèvement d'eau (cf. article 29) ;	X				Disposition d'exploitation - Sera prise en compte par l'exploitant à la mise en service de l'installation.
AR du 23/03/2012 Art.4	–le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. article 31) ;	X				Disposition d'exploitation - Sera prise en compte par l'exploitant à la mise en service de l'installation.

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.4	–le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s’assurer la bonne marche de l’installation de prétraitement des effluents (cf. article 42) ;	X				Disposition d'exploitation - Sera prise en compte par l'exploitant à la mise en service de l'installation.
AR du 23/03/2012 Art.4	–le cahier d’épandage s’il y a lieu (cf. article 43) ;				X	Absence d'épandage sur le site.
AR du 23/03/2012 Art.4	–le registre des déchets dangereux générés par l’installation (cf. article 57) ;	X				Disposition d'exploitation - Sera prise en compte par l'exploitant à la mise en service de l'installation, le cas échéant.
AR du 23/03/2012 Art.4	–le programme de surveillance des émissions (cf. article 58) ;	X				Disposition d'exploitation - Sera prise en compte par l'exploitant à la mise en service de l'installation.
AR du 23/03/2012 Art.4	–les éléments techniques permettant d’attester de l’absence d’émission dans l’eau de certains produits par l’installation (cf. article 60).	X				Disposition d'exploitation - Sera prise en compte par l'exploitant à la mise en service de l'installation.
AR du 23/03/2012 Art.4	Ce dossier est tenu à la disposition de l’inspection des installations classées.	X				Disposition d'exploitation - Sera prise en compte par l'exploitant à la mise en service de l'installation. Le dossier contenant tous ces documents sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
	Art. 5.					
	5.1. Règles générales.					

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.5.1	L'installation est implantée à une distance minimale de 10 mètres des limites de propriété de l'installation.			X		<p>En limite Ouest, l'installation classée 2221 sera implantée à une distance comprise entre environ 5,48 m et 6,07 m des limites de propriété du site. A noter, la largeur du fossé en limite de propriété Ouest étant de plus de 4 m, l'installation classée sous la rubrique n°2221 se trouvera donc entre 9,93 et 10 m de la voirie du boulevard du Biopôle. En résumé, les distances sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Partie Nord de la façade Ouest : Distance de 5,48 m de l'installation n°2221 à la limite de propriété et distance de 10,10 m en rive de la bordure de la voirie ; - Partie Sud de la façade Ouest : Distance de 6,07 m de l'installation n°2221 à la limite de propriété et distance de 9,93 m en rive de la bordure de la voirie. Ainsi, l'installation classée sous la rubrique n°2221 se trouvera de manière globale à environ 10 m de la voirie du boulevard du Biopole. <p>--> Cf. Plan des distances de l'installation aux limites de propriété.</p> <p>En limite Sud et Est, l'installation classée 2221 respectera la distance minimale de 10 mètres des limites de propriété du site.</p> <p>--> Cf. Plan d'ensemble de l'installation.</p>
						<p>Comme évoqué plus haut, l'installation classée sous la rubrique n°2221 est prévue entre environ 5,48 m et 6,07 m des limites de propriété en façade Ouest du site. L'installation ne peut techniquement respecter la distance de 10 m des limites de propriété sur cette façade.</p> <p>L'extension s'inscrit dans la continuité du bâtiment existant, pour la faisabilité technique du process industriel et le respect de la chaîne du froid. En effet, la nouvelle activité de conditionnement étant réalisée à la fois dans la partie existante du bâtiment et dans l'extension, les lignes automatisées de conditionnement devront être implantées dans cet alignement. Par ailleurs, les matières premières ainsi que les produits finis seront stockés dans la chambre froide VAP (partie existante). Ainsi, afin d'éviter tout risque de rupture de la chaîne du froid, les nouveaux ateliers devront être implantés dans la continuité du bâtiment existant.</p>

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2 012 Art.5.1						<p>De ce fait, les mesures alternatives permettant d'assurer un niveau équivalent des tiers sont décrites ci-après. Sont également décrits, les éléments permettant de justifier le faible risque présenté par l'installation classée sous la rubrique n°2221, pour les tiers.</p> <p>Il est envisagé que l'installation classée sous la rubrique n°2221 fonctionne 5 jours/7, 16h/24.</p> <p>L'installation sera par ailleurs maintenue à une température régulée d'environ +5°C et les ateliers de production ne contiendront que très peu de matières combustibles. En effet, les matières considérées comme "combustibles" au sein des ateliers de production correspondront en réalité aux produits de la mer décongelés. Or, ces produits de la mer seront en permanence en contact avec de l'eau sur les lignes de production. Leur potentiel combustible se trouve donc très largement limité.</p> <p>A noter, moins de 5 tonnes de matières "combustibles" (produits de la mer décongelés et présents dans de l'eau) sont estimées sur les lignes de production au sein des locaux classés sous la rubrique n°2221.</p> <p>Par ailleurs, la ligne d'activité qui sera présente en limite de propriété Ouest sera l'activité la moins à risques des locaux 2221. En effet, la ligne de filetage traitera des produits décongelés et les procédés seront majoritairement aqueux.</p> <p>Les consignes de sécurité vis-à-vis du risque incendie qu'il est prévu de mettre en place au niveau des ateliers de production, sont présentées en annexe 15 de la PJ2. Elles sont présentées à titre indicatif et seront finalisées lors de la mise en service effective de l'installation.</p>

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
	<p>En cas d'impossibilité technique de respecter ces distances, l'exploitant proposera des mesures alternatives permettant d'assurer un niveau de sécurité des tiers équivalents.</p>			X		<p>Les machines/lignes de production présentes dans les ateliers seront électriques.</p> <p>Le choix de l'équipement pour l'activité de cuisson de l'atelier de panage n'est pas encore défini par l'exploitant au stade du dossier. L'équipement qui sera choisi sera toutefois entièrement capoté et sera muni de dispositifs de protection, tel qu'un système d'extinction directement sur l'équipement.</p> <p>A noter, l'activité de panage, pouvant être considérée comme étant celle la plus à risque des locaux classés sous la rubrique n°2221, sera la ligne de production la plus éloignée des limites de propriété Ouest de GIMBERT SURGELES.</p> <p>Ainsi, avec tous ces éléments, il est considéré que le risque d'incendie dans ces locaux de production classés sous la rubrique n°2221, est très limité.</p> <p>Les ateliers de production relevant de la rubrique n°2221 ne sont pas, par ailleurs, des locaux identifiés à risque incendie au titre de l'article 8 du présent arrêté.</p> <p>Le plan de la détection incendie et de l'évacuation prévue est présenté en Annexe 13 de la PJ2 à titre indicatif. Il sera finalisé lors de l'installation effective des équipements.</p>

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
						<p>De plus, l'installation classée 2221 sera implantée au sein d'une zone d'activités. Il n'y a pas de zones d'habitations à proximité du site. Il n'y a pas directement de tiers en limite de propriété Ouest du site, il s'agit d'une voie de circulation (Boulevard du Biopôle).</p> <p>A noter, l'installation se trouvera à environ 5,5 m des limites de propriété Ouest, puis à environ 9,5 m de la voie de circulation - Boulevard du Biopôle (car présence d'un large fossé).</p> <p>Enfin, le bâtiment du garage et de la carrosserie CAROL, situé à l'Ouest, se trouvera à environ 25 m de l'installation classée sous la rubrique n°2221 de GIMBERT SURGELES.</p> <p>En ce qui concerne le risque d'effondrement, la hauteur de l'installation (8,25 m au faîtage) est inférieure à la distance entre le bâtiment et la voirie du Biopôle (~ 9,5 m). Ainsi, l'implantation de l'installation à moins de 10 m des limites de propriété Ouest ne présente pas de dangers pour les tiers vis-à-vis du risque d'effondrement.</p> <p>En outre, GIMBERT SURGELES propose la mesure alternative suivante afin de diminuer les risques potentiellement présentés par l'installation, concernant la distance d'implantation aux limites de propriété Ouest : une façade coupe-feu 3 heures avec débord sera mise en place en façade Ouest des locaux à risque incendie identifiés à l'article 8, à savoir : le local TGBT et le local transformateur, alors que l'arrêté demande des parois extérieures coupe-feu 2 heures à l'article 11.1.2.</p>
AR du 23/03/2012 Art.5.1	L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.	X				L'installation ne se situera pas au-dessus ou en-dessous de locaux habités par des tiers.
	5.2. Cas des installations implantées au sein d'établissements recevant du public (ERP) de type M					
AR du 23/03/2012 Art.5.2	Si l'installation est mitoyenne de locaux habités ou occupés par des tiers, les parois, plafonds et planchers mitoyens sont tous REI 120.				X	L'établissement n'est pas un ERP. Absence de locaux habités par des tiers au niveau de l'installation ou à proximité.
	Art. 6.					
	Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :					
AR du 23/03/2012 Art.6	—les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ;	X				L'ensemble des installations et notamment les voies de circulation seront maintenues propres et convenablement entretenues. Les voies de circulation seront stabilisées.

Exigence		C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.6	–les véhicules sortant de l’installation n’entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation.	X				Les voies de circulation autour de l'installation seront stabilisées, elles ne seront pas génératrices de poussières et de boues pouvant être transportées par les véhicules en circulation. Par ailleurs, l'activité exercée au sein de l'installation classée sous la rubrique n°2221 ne sera pas génératrice de poussières.
	Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ;				X	Absence de poussières et de boues sur les voies de circulation.
AR du 23/03/2012 Art.6	–les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées ;	X				Des espaces verts engazonnés et des zones naturelles seront conservés autour de l'installation classée 2221 (au Sud, à l'Est et à l'Ouest de l'installation).
	–des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible.	X				Une haie végétalisée sera conservée en bordure de parcelle.
	Art. 7.					
AR du 23/03/2012 Art.7	L’exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d’intégrer l’installation dans le paysage.	X				Le bâtiment sera conçu de manière à ce qu’il s’intègre dans l’environnement et la zone d’activités. Les tons et formes du bâtiment abritant l'installation classée au titre de la rubrique n°2221 seront dans la continuité de l'entrepôt frigorifique existant. --> Voir Plan des façades en annexe.
AR du 23/03/2012 Art 7	L’ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.	X				L'ensemble des installations sera maintenu propre et convenablement entretenu par l'exploitant.
AR du 23/03/2012 Art.7	Les abords de l’installation, placés sous le contrôle de l’exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.	X				Les abords des installations seront maintenus propres et convenablement entretenus par l'exploitant.
AR du 23/03/2012 Art.7	Les émissaires de rejet et leur périphérie font l’objet d’un soin particulier.	X				Les émissaires de rejet de l'extension prévue seront convenablement entretenus. La hotte d'aspiration de la ligne de panage sera équipée d'un filtre, régulièrement nettoyé, le cas échéant. La cheminée de rejet de la hotte sera située en façade latérale Est du bâtiment classé sous la rubrique n°2221, du fait de la présence de panneaux photovoltaïques en toiture de cette extension.
	CHAPITRE II Prévention des accidents et des pollutions					
	Section 1 - Généralités					
	Art. 8.					

Exigence		C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.8	L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.	X				Les locaux à risque incendie au niveau de l'installation classée sous la rubrique n°2221, sont les suivants : - local TGBT, - local transformateur, - local onduleur. En effet, peu de matières combustibles seront présentes au sein des ateliers de production relevant de la rubrique n°2221. Par ailleurs, le local informatique contiendra un ou deux serveurs et des PC. Il n'est pas considéré à risque particulier d'incendie. Les parois de ce local seront coupe-feu 1h et les portes coupe-feu 1/2h. Le local de maintenance servira au contrôle et au nettoyage des pièces des lignes de production. Il n'est pas considéré à risque particulier d'incendie.
AR du 23/03/2012 Art.8	L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.	X				L'exploitant dispose d'un plan de l'extension prévue classée sous la rubrique n°2221, indiquant les risques de ces locaux. --> Cf. Plan des zones à risques de l'installation en annexe.
	Art. 9.					
AR du 23/03/2012 Art.9	Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.	X				Disposition d'exploitation. A la mise en service de l'installation classée au titre de la rubrique n°2221, l'exploitant disposera des fiches de données de sécurité des produits dangereux présents, le cas échéant. A noter, il n'est pas prévu le stockage ou la mise en oeuvre de produits dangereux au niveau de l'installation.
AR du 23/03/2012 Art.9	L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.	X				Disposition d'exploitation. A la mise en service de l'installation classée au titre de la rubrique n°2221, l'exploitant disposera des fiches de données de sécurité des produits dangereux présents, le cas échéant. A noter, il n'est pas prévu le stockage ou la mise en oeuvre de produits dangereux au niveau de l'installation.
AR du 23/03/2012 Art.9	Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.	X				Disposition d'exploitation - Sera prise en compte par l'exploitant à la mise en service de l'installation. Le registre des produits dangereux sera tenu à la disposition des services de secours, le cas échéant.
	Art. 10.					

Exigence		C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.10	Les locaux sont maintenus propres et régulièrement entretenus, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.	X				Disposition d'exploitation - Sera prise en compte par l'exploitant à la mise en service de l'installation. Les locaux de l'installation classée au titre de la rubrique n°2221 seront maintenus propres. L'activité ne sera pas susceptible d'émettre des amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. En effet, la farine utilisée dans le process de panage arrivera par un système d'aspiration sur la ligne de production et sera mise en oeuvre de manière isolée au sein d'une machine. Il n'y aura donc pas de risque d'amas de farine au sein de l'installation.
AR du 23/03/2012 Art.10	Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.	X				Disposition d'exploitation - Sera prise en compte par l'exploitant à la mise en service de l'installation. Le matériel de nettoyage utilisé au sein de l'installation sera adapté aux risques de chaque zone.
AR du 23/03/2012 Art.10	Toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles, ainsi que pour en assurer la destruction.	X				Disposition d'exploitation - Sera prise en compte par l'exploitant à la mise en service de l'installation. Toutes les dispositions seront prises afin d'empêcher la présence d'insectes/nuisibles au niveau de l'installation. En particulier, un nettoyage régulier des installations sera réalisé et les portes d'accès aux locaux seront maintenues fermées.
Section 2 Dispositions constructives						
Art. 11.						
	De façon générale, les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément de structure n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les locaux avoisinants, et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur du premier local en feu.	X				Les dispositions constructives de l'installation classée au titre de la rubrique n°2221 seront compatibles avec l'intervention des services de secours : - Structure du bâtiment métallique R15 ; - Parois extérieures de l'installation classée 2221 de type M0 en façade Ouest et M1 pour les autres façades.
11.1. Les locaux à risque incendie						
11.1.1. Définition						

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
	Les locaux à risque incendie sont les locaux recensés à l'article 8, les locaux abritant les stockages de matières combustibles telles que consommables et matières premières (à l'exception des locaux frigorifiques) ainsi que les locaux de stockage de produits finis identifiés au dernier alinéa de l'article 11.2.	X				<p>Les locaux à risque incendie au sein de l'installation, recensés à l'article 8 sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - local TGBT, - local transformateur, - local onduleur. <p>Aucun stockage de matières combustibles ne sera réalisé au sein de l'extension classée sous la rubrique n°2221.</p> <p>Les locaux de stockage des produits finis et matières premières seront les cellules de stockage frigorifiques existantes (partie Gimbert Océan), qui sont classées sous la rubrique n°1511. Cet entrepôt frigorifique est régi par l'arrêté du 27/03/2014 et n'est donc pas soumis aux dispositions de cet arrêté, relatif à la rubrique n°2221.</p> <p>Les consommables seront stockés au sein de l'entrepôt frigorifique existant, classé sous la rubrique n°1511 (partie Vente Aux Particuliers).</p> <p>Pour l'activité de conditionnement, les consommables seront alimentés à la demande, de l'ordre d'une palette.</p>
	Les installations implantées au sein d'établissements recevant du public (ERP) de type M sont également considérées comme locaux à risque incendie.				X	L'installation n'est pas implantée au sein d'un ERP.
	Les installations de stockage de matières combustibles classées au titre des rubriques 1510, 1511 ou 1530 sont soumises respectivement aux prescriptions générales applicables au titre de chacune de ces rubriques et ne sont donc pas soumises aux dispositions du présent arrêté.	x				L'entrepôt frigorifique voisin à l'installation classée sous la rubrique n°2221, servira au stockage des produits finis issus de l'installation classée sous la rubrique n°2221. L'entrepôt frigorifique est classé à déclaration au titre de la rubrique n°1511 - Entrepôts exclusivement frigorifiques. Il est donc soumis aux dispositions de l'arrêté du 27/03/14 relatif à la rubrique n°1511 et non aux dispositions du présent arrêté.
	11.1.2. Dispositions constructives					
	Les locaux à risque incendie visés à l'article 11.1.1 présentent les caractéristiques de réaction et de résistance aux feu minimales suivantes :	X				<p>Les locaux incendie visés à l'article 11.1.1 sont pour rappel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - local TGBT, - local transformateur, - local onduleur.
AR du 23/03/2012 Art.11.1.	—ensemble de la structure a minima R. 15 ;	X				L'ensemble de la structure des locaux à risque incendie sera en béton, de type à minima R15.
AR du 23/03/2012 Art.11.1.2	—les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0 (Bs3d0 pour les locaux frigorifiques s'ils sont visés par le dernier alinéa de l'article 11.2) ;	X				<p>Les murs extérieurs des locaux à risque incendie précités seront construits en béton ou en aggloméré incombustible. Ils seront coupe-feu 2h. Ces matériaux seront à minima de classement a2s1d0 (M0 : incombustible).</p> <p>En tant que mesure alternative de protection des tiers à l'article 5,1, une façade coupe-feu 3 heures avec débord sera mise en place en façade Ouest des locaux à risque incendie identifiés à l'article 8, à savoir : le local TGBT et le local transformateur.</p> <p>Absence de locaux frigorifiques visés par le dernier alinéa de l'article 11.2.</p> <p>--> Cf plan de masse de l'installation.</p>

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.11.1.2	–les toitures et couvertures de toiture satisfont la classe et l'indice BROOF (t3) ;	X				Les toitures et couvertures de toiture du bâtiment d'extension (et donc des locaux à risque incendie précités) seront BROOF (t3). La toiture sera homogène sur l'ensemble de l'extension prévue.
AR du 23/03/2012 Art.11.1.2	–ils sont isolés des autres locaux par une distance d'au moins 10 mètres ou par des parois, plafonds et planchers qui sont tous REI 120 ;	X				Les locaux à risque incendie précités seront situés au sein d'un "monobloc coupe-feu". Ils auront des parois, plafonds et planchers en béton REI120.
AR du 23/03/2012 Art.11.1.2	–toute communication avec un autre local se fait par une porte EI2 120 C munie d'un dispositif ferme porte ou de fermeture automatique.	X				Pour les locaux à risque incendie : - local transformateur : l'accès au local se fera par l'extérieur, absence de ferme-porte ; - local TGBT : la porte sera coupe-feu 1/2h avec un ferme-porte ; - local onduleur : la porte sera coupe-feu 1/2h avec un ferme-porte. Une porte de degré EI2 120 C sera rajoutée pour l'accès aux locaux TGBT et onduleur, au niveau du dégagement.
	11.2. Autres locaux (notamment ceux abritant le procédé visé par la rubrique 2221, le stockage des produits finis et les locaux frigorifiques)					
	Les autres locaux, et notamment ceux abritant le procédé visé par la rubrique 2221, le stockage des produits finis et les locaux frigorifiques présentent les caractéristiques de réaction et de résistance aux feu minimales suivantes :	X				Sont concernés par les dispositions ci-dessous, les locaux abritant le procédé visé par la rubrique n°2221 (qui sont également des locaux frigorifiques car tri des marchandises et température régulée à +5°C), soient : - l'atelier filetage, - l'atelier valorisation coproduits, - l'atelier panage, - la surgélation, - l'atelier de conditionnement. Ce ne sont pas des locaux à risque particulier d'incendie. D'après la définition de l'arrêté, les locaux frigorifiques sont les locaux à température régulée, servant au stockage ou au tri de marchandises. Les cellules de stockage de l'entrepôt frigorifique voisin des locaux classés sous la rubrique n°2221, répondent donc à cette définition. L'entrepôt frigorifique sert également au stockage de produits finis. Cependant, il est classé à déclaration sous la rubrique n°1511 et est donc soumis aux dispositions de l'arrêté du 27/03/2014 et non aux dispositions de cet arrêté.
AR du 23/03/2012 Art.11.2	–ensemble de la structure a minima R. 15 ;	X				La structure des locaux abritant le procédé visé par la rubrique n°2221 sera métallique R15.

Exigence		C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.11.2	–parois intérieures et extérieures de classe A2s1d0 (Bs3d0 pour les locaux frigorifiques) ;	X				Les parois intérieures (cloisons isothermes) des locaux abritant le procédé visé par la rubrique n°2221 (également locaux frigorifiques), seront de type Bs3d0. Il en sera de même pour les plafonds. Les parois extérieures de ces locaux seront également Bs3d0, excepté pour la paroi extérieure Ouest (côté Boulevard du Biopôle), qui sera de type A2s1d0, de façon conservatoire. Ainsi, GIMBERT SURGELES prévoit une résistance pour cette façade supérieure à l'exigence de cet article. Les parois intérieures et extérieures des locaux sociaux seront quant à elles en panneaux sandwich laine de roche de type A2s1d0 (M0/M1).
AR du 23/03/2012 Art.11.2	–les toitures et couvertures de toiture satisfont la classe et l'indice BROOF (t3) ;	X				Les toitures et couvertures de toiture des locaux abritant le procédé visé par la rubrique n°2221 satisferont la classe et l'indice BROOF(t3).
AR du 23/03/2012 Art.11.2	–toute communication avec un autre local se fait par une porte EI2 30 C munie d'un dispositif ferme porte ou de fermeture automatique.	X				Les portes de communications entre les locaux abritant le procédé visé par la rubrique n°2221 et un autre local seront des portes isothermes de type EI2 30C (coupe-feu 1/2h), avec dispositif ferme-porte ou de fermeture automatique, et notamment : - la porte de communication entre le local de maintenance et les ateliers ; - la porte de communication entre le laboratoire et les ateliers ; - la porte de communication entre le sas hygiène et les ateliers ; - la porte de communication entre la zone de déballage et les ateliers. - les portes de communication entre la zone de circulation et les ateliers.
AR du 23/03/2012 Art.11.2	Les locaux frigorifiques sont à simple rez-de-chaussée.	X				Les locaux frigorifiques sont à simple rez-de-chaussée.
AR du 23/03/2012 Art.11.2	Si les locaux, frigorifiques ou non, dédiés au stockage des produits finis abritent plus que la quantité produite en deux jours par l'installation relevant de la rubrique 2221, ces locaux sont considérés comme des locaux à risque d'incendie.	X				Les locaux dédiés au stockage des produits finis de plus de 2 jours de production sont considérés comme des locaux à risque incendie. Cependant, il s'agit de l'entrepôt frigorifique voisin aux installations classées sous la rubrique n°2221. Cet entrepôt est classé au titre de la rubrique n°1511 - Entrepôts exclusivement frigorifiques. L'entrepôt exclusivement frigorifique respecte les prescriptions de l'arrêté du 27/03/2014 et non celles du présent arrêté.
AR du 23/03/2012 Art.11.2	Les prescriptions du présent article ne sont pas applicables et ces locaux doivent respecter les prescriptions de l'article 11.1.2.				X	L'entrepôt exclusivement frigorifique respecte les prescriptions de l'arrêté du 27/03/2014, relatif à la rubrique n°1511 et non les prescriptions de l'article 11.1.2 de l'arrêté du 23/03/2012, relatif à la rubrique n°2221.
11.3. Ouvertures						

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.11.3	Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs, etc.) sont munies de dispositifs assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.	X				Les ouvertures effectuées dans les parois pour le passage de canalisations, etc. sont munies de dispositifs afin d'assurer un degré de résistance au feu équivalent à celui des parois.
AR du 23/03/2012 Art.11.3	Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.	X				Disposition d'exploitation. A la mise en service de l'installation, l'exploitant disposera des justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des parois, ainsi que des propriétés de résistance au feu des dispositifs cités ci-dessus.
	Art. 12.					
	- I. – Accessibilité.					
AR du 23/03/2012 Art.12-I	L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.	X				L'installation classée sous la rubrique n°2221 disposera en permanence d'au moins un accès pour les services de secours. Cet accès sera réalisé à partir du Boulevard du Biopôle. Cet accès est localisé sur le plan de masse du site. --> Cf. Plan de masse.
	Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.	X				Il sera suffisamment dimensionné pour les services de secours car sera dimensionné pour le passage des poids-lourds de livraison/expédition du site.
AR du 23/03/2012 Art.12-I	Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.	X				Les véhicules du personnel seront stationnés sur un parking dédié. L'ensemble des véhicules liés à l'exploitation du site sera stationné de sorte à laisser libre l'accès à l'installation classée sous la rubrique n°2221, aux engins des services de secours.
	II. – Accessibilité des engins à proximité de l'installation.					
AR du 23/03/2012 Art.12-II	Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.	X				Les conditions d'exploitation permettront de maintenir cette voie engins dégagée en permanence. En effet, les VL et PL seront stationnés sur une zone dédiée. Cette voie engins sera dimensionnée conformément à la réglementation. Elle ne pourra être obstruée par l'effondrement accidentel d'une paroi.
	Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :					
AR du 23/03/2012 Art.12-II	–la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;	X				La largeur de la voie-engins sera au minimum de 3 m, la hauteur libre sera au minimum de 3,5 m et la pente inférieure à 15%. Ces informations sont présentes sur le plan de masse de l'installation. --> Cf. Plan de masse de l'installation.
AR du 23/03/2012 Art.12-II	–dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur largeur de S = 15/R mètres est ajoutée ;	X				Le virage de la partie Sud-Est de la voie-engin aura un rayon intérieur minimal de 13 mètres. --> Cf. Plan de masse de l'installation.

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.12-II	–la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ;	X				La voie-engins étant commune à la voie utilisée par les PL d'exploitation du site, elle résistera à une force portante de 160 kN.
AR du 23/03/2012 Art.12-II	–chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;	X				La voie engin autour de l'installation classée sous la rubrique n°2221 sera située à moins de 60 m de tout point du périmètre de l'installation classée 2221. Le point le plus éloigné de la voie-engins (en façade Ouest) sera situé à environ 50 m de celle-ci. Des portails d'accès seront prévus dans la clôture en limite de propriété Ouest, afin que les services de secours puissent accéder à cette façade depuis la voie publique (Boulevard du Biopôle). --> Cf. Plan de masse de l'installation.
AR du 23/03/2012 Art.12-II	–aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation ou aux voies échelles et la voie « engins ».	X				Aucun obstacle ne sera disposé entre la voie engins et les accès à l'installation classée au titre de la rubrique n°2221.
AR du 23/03/2012 Art.12-II	En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.	X				La voie-engin ne permettra pas la circulation sur l'ensemble du périmètre de l'installation classée sous la rubrique n°2221. Une aire de retournement de 20 m de diamètre sera présente à l'extrémité de la voie. La dernière portion de la voie-engins aura une largeur utile de 7 m. --> Cf. Plan de masse de l'installation.
	III. – Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site.					
	Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :				X	Absence de tronçon de voie-engins de plus de 100 m de linéaire.
AR du 23/03/2012	–largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie « engins » ;				X	Absence de tronçon de voie-engins de plus de 100 m de linéaire.
AR du 23/03/2012	–longueur minimale de 10 mètres,				X	Absence de tronçon de voie-engins de plus de 100 m de linéaire.
AR du 23/03/2012 Art.12-II	Présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».				X	Absence de tronçon de voie-engins de plus de 100 m de linéaire.
	IV. – Mise en station des échelles.					
AR du 23/03/2012 Art.12-IV	Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes.	X				L'installation classée sous la rubrique n°2221 sera située dans un bâtiment, avec une hauteur au faîtage supérieure à 8 m (8,25 m). De ce fait, la façade Sud de l'extension sera desservie par une voie "échelle", permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes des services de secours. Cette voie "échelle" sera commune à la voie-engins. --> Cf. Plan de coupe de l'installation.

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.12-IV	Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie « engins » définie au II.	X				Cette voie-échelle sera accessible depuis la voie-engins.
	Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée.	X				Une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment pourra être disposée.
	La voie respecte par ailleurs les caractéristiques suivantes :					
AR du 23/03/2012 Art.12-IV	—la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;	X				L'aire de mise en station des moyens aériens (échelles) sera au minimum de 4*10 m. La pente de l'aire de mise en station des moyens aériens sera de moins de 10%. Cette aire échelle est notifiée sur le plan de masse. --> Cf. Plan de masse de l'installation.
AR du 23/03/2012 Art.12-IV	—dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de S = 15/R mètres est ajoutée ;	X				Absence de virages au niveau de la voie-échelle.
AR du 23/03/2012 Art.12-IV	—aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie ;	X				Absence d'obstacles aériens.
AR du 23/03/2012 Art.12-IV	—la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ;	X				L'aire de mise en station des échelles sera située à 1 m minimum et à 8 m au maximum du bâtiment. L'aire sera stabilisée et imperméabilisée. --> Plan de masse de l'installation.
AR du 23/03/2012 Art.12-IV	—la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum, et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm2.	X				La voie-échelle résistera à la force citée ci-contre.
AR du 23/03/2012 Art.12-IV	Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours, sur au moins deux façades, cette voie « échelle » permet d'accéder à des ouvertures.				X	L'installation classée sous la rubrique n°2221 ne comportera qu'un seul étage.
AR du 23/03/2012 Art.12-IV	Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant d'une voie « échelle » et présentent une hauteur minimale de 1,80 mètre et une largeur minimale de 0,90 mètre.				X	L'installation classée sous la rubrique n°2221 ne comportera qu'un seul étage.
AR du 23/03/2012 Art.12-IV	Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur.				X	L'installation classée sous la rubrique n°2221 ne comportera qu'un seul étage.

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.12-IV	Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services de secours.				X	L'installation classée sous la rubrique n°2221 ne comportera qu'un seul étage.
	<i>V. – Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins.</i>					
AR du 23/03/2012 Art.12-V	A partir de chaque voie « engins » ou « échelle » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum.	X				Il y aura un accès à 2 côtés opposés du bâtiment classé sous la rubrique n°2221 (façades Ouest et Est), directement depuis la voie-engins, par un chemin stabilisé d'une largeur à minima de 1,40 m. Pour l'issue de la façade Ouest du bâtiment, le chemin stabilisé rejoindra le parking VL au Sud.
	<i>Art. 13.</i>					
	<i>13.1. Règles générales.</i>					
AR du 23/03/2012 Art.13.1	Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes à la norme NF EN 12101-2, version décembre 2003, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie, à l'exception des locaux frigorifiques et des locaux intégrés aux établissements ERP de type M.				X	<p>Sans objet - Disposition non applicable à l'installation.</p> <p>En effet, les locaux à risque incendie, recensés à l'article 8, sont les locaux techniques suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - local TGBT (environ 8,70 m2), - local transformateur (environ 24 m2), - local onduleur (environ 5,55 m2). <p>Or, l'article 13.1 de cet arrêté demande à ce que pour 250 m2 de toiture, un DENFC (de 1 à 6 m2 de superficie utile) soit prévu. Pour des locaux comme ceux cités ci-dessus, d'une superficie bien largement inférieure à 250 m2, cette disposition n'est pas applicable.</p> <p>Il est prévu d'appliquer l'article R 4216-13 du code du travail : "Les locaux de plus de 300 mètres carrés situés en rez-de-chaussée et en étage, les locaux de plus de 100 mètres carrés aveugles et ceux situés en sous-sol ainsi que tous les escaliers comportent un dispositif de désenfumage naturel ou mécanique."</p> <p>Ainsi, ces locaux, d'une très faible superficie, ne seront pas désenfumés. Les locaux transformateur et TGBT seront munis d'une ventilation naturelle haute et basse (par grille d'aération). La grille de ventilation sera située en façade Sud pour le local transformateur. Pour le local TGBT, l'entrée d'air se fera par le sol au niveau du vide-sanitaire et la sortie d'air sera située en façade Ouest, à 2,80 m de hauteur.</p> <p>D'autre part, les locaux à risque incendie recensés à l'article 8 ne sont pas des locaux frigorifiques ou des locaux intégrés à un établissement ERP.</p> <p>Le SDIS a été sollicité sur ce sujet dans le cadre de ce dossier de demande d'enregistrement. Lors de la réunion d'échange entre l'exploitant et le SDIS, ce dernier a confirmé que les locaux à risque incendie précités ne sont pas concernés par les besoins en dispositifs de désenfumage évoqués par cet article.</p>

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.13.1	Ces dispositifs sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle (ou auto commande).				X	Absence de locaux à risque incendie équipés de DENFC.
AR du 23/03/2012 Art.13.1	La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du local.				X	Absence de locaux à risque incendie équipés de DENFC.
AR du 23/03/2012 Art.13.1	Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m2 est prévu pour 250 m2 de superficie projetée de toiture.				X	Absence de locaux à risque incendie équipés de DENFC.
AR du 23/03/2012 Art.13.1	En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage.				X	Absence de locaux à risque incendie équipés de DENFC.
AR du 23/03/2012 Art.13.1	Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité de chacun des accès et installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.				X	Absence de locaux à risque incendie équipés de DENFC.
AR du 23/03/2012 Art.13.1	L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.				X	Absence de locaux à risque incendie équipés de DENFC.
AR du 23/03/2012 Art.13.1	Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.				X	Absence de locaux à risque incendie équipés de DENFC.
	Tous les dispositifs installés en référence à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :					
AR du 23/03/2012 Art.13.1	—système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;				X	Absence de locaux à risque incendie équipés de DENFC.
AR du 23/03/2012 Art.13.1	—fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité).				X	Absence de locaux à risque incendie équipés de DENFC.

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.13.1	Les exutoires sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération ;				X	Absence de locaux à risque incendie équipés de DENFC.
AR du 23/03/2012 Art.13.1	la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m2) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m2) pour des altitudes supérieures à 400 mètres et inférieures ou égales à 800 mètres.				X	Absence de locaux à risque incendie équipés de DENFC.
AR du 23/03/2012 Art.13.1	La classe SL 0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige.				X	Absence de locaux à risque incendie équipés de DENFC.
AR du 23/03/2012 Art.13.1	Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ;				X	Absence de locaux à risque incendie équipés de DENFC.
AR du 23/03/2012 Art.13.1	—classe de température ambiante T(00) ;				X	Absence de locaux à risque incendie équipés de DENFC.
AR du 23/03/2012 Art.13.1	—classe d'exposition à la chaleur B300.				X	Absence de locaux à risque incendie équipés de DENFC.
AR du 23/03/2012 Art.13.1	Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes donnant sur l'extérieur.				X	Absence de locaux à risque incendie équipés de DENFC.
	13.2. Cas des locaux implantés au sein d'établissements recevant du public (ERP) de type M					
AR du 23/03/2012 Art.13.2	Les locaux implantés au sein d'établissements recevant du public (ERP) de type M sont équipés d'un système de désenfumage conforme aux règles techniques relatives au désenfumage figurant dans le règlement ERP ainsi que dans les articles spécifiques relatifs au type M.				X	L'installation n'est pas un ERP.
	Art. 14.					
	L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :					
AR du 23/03/2012 Art.14	—d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;	X				Disposition d'exploitation - Sera mise en place à la mise en service de l'installation. Le personnel sera muni de téléphones, permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.14	—de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8 ;	X				Disposition d'exploitation - Sera mise en place à la mise en service de l'installation. Un plan des locaux avec description des dangers sera tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. --> Cf. Plan de localisation des risques.
AR du 23/03/2012 Art.14	d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple), d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.	X				Un poteau incendie public existant se trouve à l'angle de la rue de Perrin et du boulevard du Biopôle. Un second poteau incendie sera implanté au niveau du boulevard du Biopôle. Un portail au niveau de la clôture permettra l'accès direct au poteau incendie depuis le site. Ainsi, tout point de la limite de l'installation classée se trouvera à moins de 100 m d'un appareil. Les 2 poteaux incendie seront distants de moins de 150 m entre eux.
AR du 23/03/2012 Art.14	Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).	X				Des tests de débit et de pression ont été réalisés sur le poteau incendie existant. Ces mesures ont été communiquées par la SAUR. Celui-ci sera en capacité de fournir un débit minimal de 60 m3/h pendant une durée d'au moins 2 heures. Pour le nouveau poteau incendie public implanté, l'exploitant s'engage à faire réaliser des tests de débit et de pression à sa mise en service.
AR du 23/03/2012 Art.14	A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours.				X	Absence de réserve d'eau incendie sur le site.
AR du 23/03/2012 Art.14	Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et doit permettre de fournir un débit de 60 m3/h.				X	Absence de réserve d'eau incendie sur le site.
AR du 23/03/2012 Art.14	L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;	X				Disposition d'exploitation - Sera prise en compte à la mise en service de l'installation. Les justificatifs des essais de débits d'eau présentés par le poteau incendie seront tenus à la disposition du préfet. --> Cf. Résultats des essais sur poteau incendie.
AR du 23/03/2012 Art.14	—d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.	X				Des extincteurs seront répartis à l'intérieur de l'installation classée sous la rubrique n°2221.
AR du 23/03/2012 Art.14	Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;	X				Les extincteurs choisis seront compatibles avec les risques à combattre suivant les zones de l'installation (ex : local électrique).
AR du 23/03/2012 Art.14	Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel.	X				Les équipements de lutte contre l'incendie seront prévus pour fonctionner en cas de températures extrêmes.

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.14	L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.	X				Disposition d'exploitation - sera prise en compte à la mise en service de l'installation. L'exploitant s'engage à la vérification périodique du matériel de sécurité et de lutte contre l'incendie à la mise en service de l'installation.
	Art. 15.					
AR du 23/03/2012 Art.15	Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.	X				Absence de tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres. En effet, l'huile utilisée pour le panage des produits de la mer sera consommée et filtrée, elle ne sera pas rejetée. Les eaux industrielles des lignes de production seront faiblement polluées. Les tuyauteries de ces effluents seront adaptées.
AR du 23/03/2012 Art.15	Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état.	X				Disposition d'exploitation - Les tuyauteries de collecte des eaux industrielles seront entretenues par l'exploitant.
	Section 3 Dispositifs de prévention des accidents					
	Art. 16.					
AR du 23/03/2012 Art.16	Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé.	X				Absence de zone à risque ATEX dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8.
	Art. 17.					
	- I. Règles générales.					
AR du 23/03/2012 Art.17-I	L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.	X				Disposition d'exploitation - Sera prise en compte à la mise en service de l'installation. L'exploitant tiendra à la disposition des installations classées les justificatifs de vérification des installations électriques.
AR du 23/03/2012 Art.17-I	Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.	X				Les équipements métalliques seront mis à la terre.
AR du 23/03/2012 Art.17-I	Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.	X				Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produiront pas de gouttes enflammées en cas d'incendie.
AR du 23/03/2012 Art.17-I	Le chauffage des locaux de production, de stockage et des locaux techniques ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.				X	Les locaux de production, de stockage et les locaux techniques ne seront pas chauffés.
	II. - Dispositions applicables aux locaux frigorifiques.					

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.17-II	Les équipements techniques (systèmes de réchauffage électrique des encadrements de portes, résistances de dégivrage, soupapes d'équilibrage de pression, etc.) présents à l'intérieur des chambres froides ou sur les parois de celles-ci ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite.	X				Les équipements techniques au sein des locaux frigorifiques (locaux de production 2221) ne sont pas une cause d'inflammation ou de propagation de fuite.
AR du 23/03/2012 Art.17-II	En particulier, si les matériaux du local ne sont pas A2s1d0, les câbles électriques les traversant sont pourvus de fourreaux non propagateurs de flammes, de manière à garantir l'absence de contact direct entre le câble et le parement du panneau ou de l'isolant, les parements métalliques devant être percés proprement et ébavurés.	X				Les câbles électriques seront pourvus de fourreaux non propagateurs de flammes.
AR du 23/03/2012 Art.17-II	Les résistances électriques de réchauffage ne sont pas en contact direct avec les isolants.	X				Les résistances électriques de réchauffage ne seront pas en contact direct avec les isolants.
AR du 23/03/2012 Art.17-II	En outre, si les panneaux sandwichs ne sont pas A2s1d0, les luminaires sont positionnés de façon à respecter une distance minimale de 20 centimètres entre la partie haute du luminaire et le parement inférieur du panneau isolant.	X				Les luminaires seront positionnés de façon à respecter une distance minimale de 20 centimètres entre la partie haute du luminaire et le parement inférieur du panneau isolant.
AR du 23/03/2012 Art.17-II	Les autres équipements électriques sont maintenus à une distance d'au moins 5 centimètres entre la face arrière de l'équipement et le parement du panneau.	X				Les autres équipements électriques seront maintenus à une distance d'au moins 5 centimètres entre la face arrière de l'équipement et le parement du panneau.
	Cette disposition n'est pas applicable aux câbles isolés de section inférieure à 6 millimètres carrés qui peuvent être posés sous tubes IRO fixés sur les panneaux.					Pour information.
AR du 23/03/2012 Art.17-II	Les câbles électriques forment un S au niveau de l'alimentation du luminaire pour faire goutte d'eau et éviter la pénétration d'humidité.	X				Les câbles électriques formeront un S au niveau de l'alimentation du luminaire pour faire goutte d'eau et éviter la pénétration d'humidité.
AR du 23/03/2012 Art.17-II	Les prises électriques destinées à l'alimentation des groupes frigorifiques des véhicules sont installées sur un support A2s1d0.	X				Les prises électriques destinées à l'alimentation des groupes frigorifiques des véhicules seront installées sur un support A2s1d0, le cas échéant.
	Art. 18.					
AR du 23/03/2012 Art.18	Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique.	X				Des systèmes de ventilation des locaux seront prévus. A noter, il n'y aura pas de risque de formation d'atmosphère explosive ou toxique au niveau de l'installation classée 2221. Pas d'habitations à proximité immédiate du site, celui-ci étant implanté au sein d'une zone d'activités. Les débouchés à l'atmosphère des ventilations respecteront les dispositions ci-contre
AR du 23/03/2012 Art.18	Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.	X				

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.18	La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple, l'utilisation de chapeaux est interdite).	X				
	Art. 19.					
AR du 23/03/2012 Art.19	Chaque local technique ou armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire disposent d'une détection adaptée aux risques en présence.	X				Les locaux recensés à l'article 8 seront munis d'une détection incendie adaptée : - local TGBT, - local transformateur, - local onduleur. Il s'agira d'une petite centrale, avec un détecteur dans chaque local et une alarme technique générale. La détection sera proportionnée aux risques de ces locaux.
AR du 23/03/2012 Art.19	L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.	X				Disposition d'exploitation - Sera prise en compte à la mise en service de l'installation.
AR du 23/03/2012 Art.19	L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et, le cas échéant, d'extinction.	X				Disposition d'exploitation - Sera prise en compte à la mise en service de l'installation. L'exploitant conservera les études de dimensionnement du dispositif de détection incendie.
AR du 23/03/2012 Art.19	En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.				X	Absence de système d'extinction automatique d'incendie pour les locaux à risque d'incendie.
	Section 4 - Dispositif de rétention des pollutions accidentelles					
	Art. 20.					
	– I. – Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :				X	Sans objet - Stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres.
AR du 23/03/2012 Art.20	100 % de la capacité du plus grand réservoir ;				X	
AR du 23/03/2012 Art.20	50 % de la capacité totale des réservoirs associés.				X	
AR du 23/03/2012 Art.20	Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.				X	Pour information.
	Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :	X				

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.20	-Dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;	X				Disposition d'exploitation - Sera mise en place à la mise en service de l'installation. Des rétentions adaptées au moins égales à 20% du volume de produit stocké seront présentes sous les stockages de produits dangereux liquides, si ceux-ci sont d'une capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres.
AR du 23/03/2012 Art.20	-Dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;	X				Les liquides polluants susceptibles d'être présents en faible quantité, sont des produits de nettoyage : des détergents et désinfectants destinés au lavage des équipements et des locaux. Par ailleurs, des rétentions correspondant à 20% du volume de produit stocké seront présentes au droit des stockages d'huile de friture des produits de la mer, si les capacités des cubis d'huile sont inférieures ou égales à 250 litres.
AR du 23/03/2012 Art.20	-Dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.	X				Si la capacité totale des fûts est inférieure à 800 litres, alors la capacité de rétention sera égale à la capacité totale des fûts. Sinon, si la capacité totale des fûts est supérieure à 800 litres, alors la capacité de rétention sera au minimum égale à 800 litres.
	II. – La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides.	X				Disposition d'exploitation - Sera mise en place à la mise en service de l'installation. La rétention sera adapté au type de produit retenu.
	Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.	X				Disposition d'exploitation - Sera mise en place à la mise en service de l'installation.
AR du 23/03/2012 Art.20	L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.	X				Disposition d'exploitation - Sera mise en place à la mise en service de l'installation.
AR du 23/03/2012 Art.20	Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 Art.20	Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.	X				Disposition d'exploitation - Sera mise en place à la mise en service de l'installation. Les incompatibilité entre produits devront être prises en compte pour l'organisation des stockages.
AR du 23/03/2012 Art.20	Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.				X	Sans objet - absence de stockage de liquides inflammables sous le niveau du sol.
AR du 23/03/2012 Art.20	III. – Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.				X	Sans objet - Les stockages seront au sein du bâtiment.

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.20	IV. – Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.	X				Le sol des aires de manipulation des produits susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol sera étanche (sol béton).
AR du 23/03/2012 Art.20	Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles fixées à l'alinéa I ci-dessus.				X	Sans objet - Absence de chargement ou de déchargement de véhicules citernes pour le fonctionnement de l'installation.
AR du 23/03/2012 Art.20	Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).	X				Disposition d'exploitation - Sera mise en place à la mise en service de l'installation.
AR du 23/03/2012 Art.20	V. – Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.	X				Les eaux d'extinction incendie seront recueillies afin de pouvoir être traitées et éviter une pollution. Les eaux d'extinction incendie du bâtiment rejoindront le réseau d'eaux usées industrielles. En sortie du décanteur des eaux usées industrielles, une vanne d'obturation évitera le rejet des eaux d'extinction incendie vers le réseau d'assainissement public, mais les redirigera plutôt vers le bassin de rétention. Ce bassin sera étanche et muni d'une vanne d'obturation afin d'éviter le rejet des eaux d'extinction incendie au ruisseau. Les eaux d'extinction incendie seront ensuite pompées pour traitement.
	Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.	X				Pour information.
AR du 23/03/2012 Art.20	Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.				X	Absence de dispositif de rétention interne des eaux d'extinction incendie.
AR du 23/03/2012 Art.20	En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique.	X				Le confinement des eaux d'extinction d'incendie sera externe à l'installation. Les matières canalisées convergeront vers le bassin de rétention, par le biais de réseaux spécifiques. Les canalisations permettront l'écoulement gravitaire.
AR du 23/03/2012 Art.20	En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs.				X	Absence de systèmes de relevage autonomes.
AR du 23/03/2012 Art.20	Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.				X	Absence de systèmes de relevage autonomes.

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.20	En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.				X	Absence de confinement interne.
AR du 23/03/2012 Art.20	En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées.	X				Le bassin de rétention sera muni d'une vanne d'obturation à fonctionnement automatique. La vanne sera asservie à la détection incendie des locaux à risque d'incendie.
AR du 23/03/2012 Art.20	Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.	X				La propagation de l'incendie par les écoulements sera évitée.
	Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante.					Le volume nécessaire au confinement sera d'environ 140 m3. Le bassin de rétention aura donc un volume utile d'environ 140 m3.
	L'exploitant calcule la somme :					
AR du 23/03/2012 Art.20	-Du volume des matières liquides stockées ;	X				Les matières liquides stockées au sein de l'installation classée au titre de la rubrique n°2221 seront d'environ 1 000 l (huiles de friture).
AR du 23/03/2012 Art.20	-Du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie (120 m3 minimum) ;	X				Le volume d'eau d'extinction sera de 120 m3.
AR du 23/03/2012 Art.20	-du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.	X				La superficie de la toiture de l'extension étant d'environ 1771 m2, la surface de drainage vers la rétention est d'environ 1771 m2.
AR du 23/03/2012 Art.20	Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.	X				Disposition d'exploitation - Les eaux d'extinction d'incendie seront ensuite éliminées vers une filière de traitement adaptée.
	Section 5 Dispositions d'exploitation					
	Art. 21.					
AR du 23/03/2012 Art.21	L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.	X				Disposition d'exploitation - une personne référente ayant connaissance des installations, des produits, des dangers et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident, sera désignée par l'exploitant.
AR du 23/03/2012 Art.21	Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.	X				L'ensemble du site sera clôturé. Les personnes étrangères à l'établissement n'auront pas accès libre à l'installation. L'accès des visiteurs à l'entreprise se fera uniquement par l'accueil (partie existante du site), où une personne sera présente aux horaires d'ouverture. En-dehors des horaires d'exploitation, le portail d'accès à l'installation classée sous la rubrique n°2221 sera fermé.
	Art. 22.					

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.22	Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8, et notamment celles recensées locaux à risque d'incendie définis à l'article 11.1.1, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » (pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur) et éventuellement d'un « permis de feu » (pour une intervention avec source de chaleur ou flamme) et en respectant une consigne particulière.	X				Disposition d'exploitation qui sera mise en œuvre à la mise en service de l'installation. Des permis d'intervention/feu seront délivrés en cas de travaux au sein des locaux à risque d'incendie.
	Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.	X				Disposition d'exploitation qui sera mise en œuvre à la mise en service de l'installation. Des permis d'intervention/feu seront délivrés en cas de travaux au sein des locaux à risque d'incendie.
AR du 23/03/2012 Art.22	Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée.	X				Disposition d'exploitation qui sera mise en œuvre à la mise en service de l'installation - Le "permis d'intervention" et le "permis de feu" seront établis par la référent désigné par l'exploitant.
AR du 23/03/2012 Art.22	Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.	X				Disposition d'exploitation qui sera mise en œuvre à la mise en service de l'installation - Un "permis d'intervention" ou "permis de feu" sera signé entre l'exploitant et le prestataire extérieur en cas de travaux réalisés par une société extérieure.
AR du 23/03/2012 Art.22	Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ».	X				Disposition d'exploitation qui sera mise en œuvre à la mise en service de l'installation - Il sera interdit d'apporter du feu dans les locaux à risque d'incendie ou d'explosion de l'installation 2221, sauf pour les travaux ayant un "permis de feu".
AR du 23/03/2012 Art.22	Cette interdiction est affichée en caractères apparents.	X				Disposition d'exploitation - l'interdiction d'apporter du feu sera affichée à la mise en service de l'installation 2221.
	Art. 23. – I. – Règles générales.					
AR du 23/03/2012 Art.23	L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.	X				Disposition d'exploitation qui sera mise en œuvre à la mise en service de l'installation. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie feront l'objet de contrats de maintenance avec des sociétés spécialisées.
AR du 23/03/2012 Art.23	Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.	X				Disposition d'exploitation qui sera mise en œuvre à la mise en service de l'installation. Les vérifications périodiques effectuées seront inscrites dans un registre.
	II. – Contrôle de l'outil de production.					

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.23	Sans préjudice de la réglementation relative aux équipements sous pression, l'outil de production (réacteur, équipement de séchage, équipements de débactérisation/stérilisation, appareil à distiller, condenseurs, séparateurs et absorbeurs, chambre de fermentation ou tempérée, fours, cuiseurs, tunnels de cuisson, autoclaves, friteuses, cuves et bacs de préparation...) est régulièrement contrôlé conformément aux préconisations du constructeur de cet équipement.	X				Disposition d'exploitation qui sera mise en œuvre à la mise en service de l'installation. Les lignes de production de l'installation classée sous la rubrique n°2221, seront régulièrement contrôlées, conformément aux préconisations du constructeur.
AR du 23/03/2012 Art.23	Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.	X				Disposition d'exploitation qui sera mise en œuvre à la mise en service de l'installation. Les vérifications périodiques effectuées sur les lignes de production seront inscrites dans un registre.
	Art. 24. – I. – Consignes d'exploitation.					
AR du 23/03/2012 Art.24	Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.	X				Disposition d'exploitation qui sera mise en œuvre à la mise en service de l'installation. Les consignes ci-dessous seront affichées dans des locaux fréquentés par le personnel et tenues à jour.
	Ces consignes indiquent notamment :					
AR du 23/03/2012 Art.24	-L'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;	X				Dispositions d'exploitation qui seront mises en œuvre à la mise en service de l'installation.
AR du 23/03/2012 Art.24	-L'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;	X				
AR du 23/03/2012 Art.24	-L'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;	X				
AR du 23/03/2012 Art.24	-Les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;	X				
AR du 23/03/2012 Art.24	-Les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;	X				
AR du 23/03/2012 Art.24	-Les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;	X				

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.24	-Les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 20 ;	X				Ces consignes seront prises en compte par l'exploitant, affichées et tenues à jour.
AR du 23/03/2012 Art.24	-Les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;	X				
AR du 23/03/2012 Art.24	-La procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;	X				
AR du 23/03/2012 Art.24	-L'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ;	X				
AR du 23/03/2012 Art.24	-Les règles de stockage définies à l'article 24 (II) ;	X				
AR du 23/03/2012 Art.24	-Les modalités de nettoyage et de récupération des matières au sein des ateliers prévues par l'article 29 (II).	X				
	II. – Modalités de stockage.					
	A. – Lieu de stockage.					
AR du 23/03/2012 Art.24	Le stockage de consommables dans les locaux de fabrication est interdit sauf en cours de fabrication.	X				Les consommables seront stockés dans des locaux dédiés, au niveau des bâtiments existants de l'installation classée 1511. Des quantités très limitées de consommables pourront être présentes dans les locaux de fabrication de l'installation relevant de la rubrique n°2221. Ces consommables seront considérées comme des "encours" de fabrication. --> Cf. Plan de stockage en annexe.
AR du 23/03/2012 Art.24	Tout stockage est interdit dans les combles.	X				Absence de stockages au niveau des combles de l'installation classée 2221.
	B. – Règles de stockage à l'extérieur.					
AR du 23/03/2012 Art.24	La surface maximale des îlots au sol est de 150 mètres carrés, la hauteur maximale de stockage est de 8 mètres, la distance entre deux îlots est de 2,50 mètres minimum.				X	Absence de stockages prévus à l'extérieur de l'installation classée 2221.
	Ces îlots sont implantés :					
AR du 23/03/2012 Art.24	-À 3 mètres minimum des limites de propriété ;				X	Absence de stockages prévus à l'extérieur de l'installation classée 2221.

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.24	-À une distance suffisante, sans être inférieure à 3 mètres, des parois extérieures du bâtiment afin de permettre une intervention sur l'ensemble des façades de l'îlot en cas de sinistre.				X	Absence de stockages prévus à l'extérieur de l'installation classée 2221.
	C. – Règles de stockage à l'intérieur des locaux.					
AR du 23/03/2012 Art.24	Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de soufflage ou d'aspiration d'air ;				X	Absence de zones de stockages prévues à l'intérieur de l'installation classée 2221.
AR du 23/03/2012 Art.24	Cette distance respecte la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe.				X	Absence de zones de stockages prévues à l'intérieur de l'installation classée 2221.
AR du 23/03/2012 Art.24	Les matières stockées en vrac (produits nus posés au sol en tas) sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts.				X	Absence de zones de stockages prévues à l'intérieur de l'installation classée 2221.
AR du 23/03/2012 Art.24	Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure.				X	Absence de zones de stockages prévues à l'intérieur de l'installation classée 2221.
	Les matières conditionnées en masse (produits empilés les uns sur les autres) sont stockées de la manière suivante :					
AR du 23/03/2012 Art.24	-Les îlots au sol ont une surface limitée à 150 mètres carrés ;				X	Absence de zones de stockages prévues à l'intérieur de l'installation classée 2221.
AR du 23/03/2012 Art.24	-La hauteur maximale de stockage est égale à 8 mètres ;				X	Absence de zones de stockages prévues à l'intérieur de l'installation classée 2221.
AR du 23/03/2012 Art.24	-La distance minimale entre deux îlots est de 2,50 mètres.				X	Absence de zones de stockages prévues à l'intérieur de l'installation classée 2221.
	Les matières conditionnées dans des contenants autoporteurs gerbables (contenant autoporteur destiné à être empilé) sont stockées de la manière suivante :					
AR du 23/03/2012 Art.24	-Les îlots au sol ont une surface limitée à 150 mètres carrés ;				X	Absence de zones de stockages prévues à l'intérieur de l'installation classée 2221.

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.24	-La hauteur maximale de stockage est égale à 10 mètres ;				X	Absence de zones de stockages prévues à l'intérieur de l'installation classée 2221.
AR du 23/03/2012 Art.24	-La distance minimale entre deux îlots est de 2,50 mètres.				X	Absence de zones de stockages prévues à l'intérieur de l'installation classée 2221.
AR du 23/03/2012 Art.24	Les matières stockées sous température positive dans des supports de stockage porteurs tels que les rayonnages ou les palettiers (racks) sont stockées à une hauteur maximale de 10 mètres en l'absence d'extinction automatique.				X	Absence de zones de stockages prévues à l'intérieur de l'installation classée 2221.
AR du 23/03/2012 Art.24	Les matières stockées sous température négative dans des supports de stockage porteurs tels que les rayonnages ou les palettiers sont stockées à une hauteur maximale de 10 mètres en l'absence d'une détection haute sensibilité avec transmission de l'alarme à l'exploitation ou à une société de surveillance extérieure.				X	Absence de zones de stockages prévues à l'intérieur de l'installation classée 2221.
AR du 23/03/2012 Art.24	La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides au sens du règlement (CE) no 1272/2008 est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur.				X	Absence de stockage de matières dangereuses liquides au niveau de l'installation classée 2221, excepté des produits de nettoyage en quantité très limitée.
	CHAPITRE III Emissions dans l'eau					
	Section 1 Principes généraux					
	Art. 25.					
	Le rejet respecte les dispositions de l'article 22 du 2 février 1998 modifié en matière de :					
AR du 23/03/2012 Art.25	- compatibilité avec le milieu récepteur (article 22-2-I) ;	X				Les rejets d'eaux pluviales de ruissellement de l'installation seront traitées par un séparateur à hydrocarbures, rejoindront un fossé, puis le ruisseau. Les eaux pluviales de toiture (non-polluées), transiteront par le bassin de rétention, puis seront rejetées au ruisseau. Les rejets dans l'eau seront compatibles avec le milieu récepteur. D'après l'article 22-2-I de l'arrêté du 2 février 1998 modifié, les valeurs limites d'émission prescrites seront respectées. Les eaux usées sanitaires et industrielles quant à elles rejoindront le réseau d'assainissement collectif (STEP de Fleurance).
AR du 23/03/2012 Art.25	- suppression des émissions de substances dangereuses (article 22-2-III).	X				D'après l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié : aucune substance dangereuse ne sera présente au niveau des rejets d'eaux pluviales dans le ruisseau. En effet, les eaux pluviales des zones imperméabilisées seront prétraitées par un séparateur à hydrocarbures avant rejet.

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.25	Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.	X				Disposition d'exploitation - sera vérifiée à la mise en service de l'installation. Le flux de polluant rejeté sera inférieur à 10% du flux admissible par le milieu récepteur.
AR du 23/03/2012 Art.25	La conception et l'exploitation des installations permet de limiter les débits d'eau et les flux polluants.	X				L'installation sera conçue pour limiter les flux de polluants ainsi que les débits d'eau.
	Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République Française.					Pour information.
	Section 2 - Prélèvements et consommation d'eau					
	Art. 26.					
	Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement.	X				Toutes les communes du Département du Gers sont incluses dans deux zones de répartition des eaux. Le site se situe donc dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées. L'arrêté du 3 novembre 2014 concerne les prélèvements non-domestiques. Toutefois, aucun prélèvement d'eau ne sera effectué par forage directement dans le milieu naturel. L'eau utilisée proviendra du réseau public de distribution d'eau potable. Un suivi de la consommation d'eau sera régulièrement réalisé par l'exploitant.
AR du 23/03/2012 Art.26	Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement.	X				Pour le fonctionnement des lignes de filetage (machine de filetage et machine de découpe), de l'eau sera prélevée dans le réseau d'eau public. Le prélèvement maximum journalier dans le réseau d'eau public est estimé à environ 105 m3 (débit de 15m3/h ; équipe de travail de 7h). A noter, le calcul de la consommation d'eau a été réalisé sur la base des valeurs maximales de consommation d'eau de chaque machine de production (filetage), fournies par les fabricants. A noter également, la ligne de filetage ne sera pas en fonctionnement tous les jours. Ainsi, le prélèvement d'eau journalier moyenné à l'année sera inférieur à 105 m3. Cette valeur sera affinée par l'exploitant à la mise en service de l'installation, suivant les consommations réelles des machines de filetage et le nombre de jours de filetage. Par ailleurs, lorsqu'une machine sera à l'arrêt, l'approvisionnement en eau sera coupé. Ce volume est indiqué dans le dossier d'enregistrement du site.
AR du 23/03/2012 Art.26	Si le prélèvement d'eau est effectué, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, il est d'une capacité maximale inférieure à 1 000 m3/heure et inférieur à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau.				X	Absence de prélèvement d'eau direct dans un cours d'eau ou en nappe.

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.26	Si le prélèvement d'eau est effectué par forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé est inférieur à 200 000 m3 par an.				X	Absence de prélèvement d'eau par forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère.
AR du 23/03/2012 Art.26	La réfrigération en circuit ouvert est interdite.				X	La réfrigération des locaux de l'installation classée 2221 est effectuée par des groupes utilisant des fluides frigorigènes et non par l'utilisation d'eau. Absence de réfrigération en circuit ouvert.
	Art. 27.					
AR du 23/03/2012 Art.27	Si le volume prélevé par forage est supérieur à 10 000 m3/an, les dispositions prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement sont conformes aux dispositions indiquées dans l'arrêté du 11 septembre 2003 relatif aux prélèvements soumis à déclaration au titre de la rubrique 1.1.2.0 en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement.				X	Absence de prélèvement d'eau par forage dans le milieu naturel.
AR du 23/03/2012 Art.27	Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.	X				Le prélèvement d'eau sur le réseau public sera muni d'un compteur.
AR du 23/03/2012 Art.27	Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur.	X				Disposition d'exploitation - Les consommations d'eau seront relevées quotidiennement ou hebdomadairement par l'exploitant suivant les débits prélevés.
AR du 23/03/2012 Art.27	Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.	X				Disposition d'exploitation - Les consommations d'eau seront enregistrées par l'exploitant.
AR du 23/03/2012 Art.27	Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux.				X	Absence de prélèvement d'eau directement dans un cours d'eau ou en nappe.
AR du 23/03/2012 Art.27	Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement.				X	Absence de prélèvement d'eau directement dans un cours d'eau ou en nappe.

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.27	Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214.18.				X	Absence de prélèvement d'eau directement dans un cours d'eau ou en nappe.
AR du 23/03/2012 Art.27	En cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.	X				Un dispositif de disconnexion sera mis en place au niveau du raccordement au réseau de distribution public d'eau. --> Cf. Plan des réseaux en annexe.
AR du 23/03/2012 Art.27	En cas de coexistence sur le site d'un réseau d'alimentation en eau public et d'un réseau d'alimentation en eau privé (forage par exemple), aucune connexion ne peut être établie entre ces deux réseaux.				X	Absence de réseau d'alimentation en eau privée sur le site.
	Art. 28.					
AR du 23/03/2012 Art.28	Toute réalisation de forage est conforme avec les dispositions de l'article 131 du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature fixée dans l'article R. 214-1 du code de l'environnement.				X	Absence de forage sur le site.
AR du 23/03/2012 Art.28	Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.				X	Absence de forage sur le site.
AR du 23/03/2012 Art.28	En cas de cessation d'utilisation d'un forage, des mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage sont mises en œuvre afin d'éviter une pollution des eaux souterraines.				X	Absence de forage sur le site.
AR du 23/03/2012 Art.28	La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.				X	Absence de forage sur le site.
	Section 3 - Collecte et rejet des effluents					
	Art. 29.					
	- I. – Collecte des effluents.					
AR du 23/03/2012 Art.29-I	Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.	X				Le réseau de collecte des effluents devant être traités (eaux usées industrielles, eaux usées sanitaires), ne sera pas en liaison directe avec le milieu récepteur. Les réseaux d'eaux usées sanitaires, eaux usées industrielles et eaux pluviales seront des réseaux séparatifs.
AR du 23/03/2012 Art.29-I	Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.	X				Les effluents aqueux de l'installation classée 2221 (eaux usées industrielles) ne seront pas susceptibles de dégrader les réseaux ou de dégager des produits toxiques ou inflammables.

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.29-I	Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.	X				Les effluents aqueux de l'installation classée 2221 (eaux usées industrielles) ne contiendront pas de substances susceptibles de gêner les écoulements.
AR du 23/03/2012 Art.29-I	Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.				X	Absence d'effluents aqueux potentiellement pollués par des liquides inflammables au niveau de l'installation classée 2221.
AR du 23/03/2012 Art.29-I	Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques...	X				Le plan des réseaux de l'installation classée 2221 fait apparaître les points de branchements, vannes, etc. du réseau de collecte des effluents. --> Cf. Plan des réseaux
AR du 23/03/2012 Art.29-I	Il est conservé dans le dossier de l'installation.	X				Disposition d'exploitation - Sera prise en compte à la mise en service de l'installation. Le plan des réseaux de collecte des effluents (eaux usées industrielles et eaux pluviales) sera conservé par l'exploitant dans le dossier de demande d'enregistrement.
	<i>II. – Installations de prétraitement et de traitement.</i>					
AR du 23/03/2012 Art.29-II	Afin de limiter au minimum la charge de l'effluent en corps gras, particules alimentaires, et débris organiques en général, les sols des ateliers, chambres froides et tous ateliers de travail sont nettoyés à sec par raclage avant lavage.	X				Disposition d'exploitation - Les sols des ateliers de filetage, panage et valorisation des coproduits seront nettoyés à sec par raclage avant lavage.
AR du 23/03/2012 Art.29-II	Sans préjudice des obligations réglementaires sanitaires, les sols des zones susceptibles de recueillir des eaux résiduaires et/ou de lavage de l'installation sont garnis d'un revêtement imperméable et la pente permet de conduire ces effluents vers un orifice pourvu d'un siphon et, le cas échéant, d'un bac perforé permettant de récupérer les matières solides, et raccordé au réseau d'évacuation.	X				Revêtement de sol de type béton (sol imperméable). Système de pentes pour envoyer les eaux de lavage vers des siphons connectés au réseau d'eaux usées. Un bac permettra la récupération des matières solides.
AR du 23/03/2012 Art.29-II	L'installation possède un dispositif de prétraitement des effluents produits comportant, au minimum, un dégrillage et, le cas échéant, un tamisage, un dessablage, un dégraissage, ou toute autre solution de traitement.	X				Traitement par dégrillage, décanteur et bac à graisses des eaux usées industrielles des ateliers avant rejet vers le réseau d'assainissement communal.
	<i>III. – Cas du traitement des effluents en présence de matériels à risque spécifiés.</i>					
AR du 23/03/2012 Art.29-II	En présence de matériels à risque spécifiés tels que définis par le règlement n° 1069/2009 au sein de l'installation, le processus de prétraitement est équipé d'ouvertures ou de mailles dont la taille n'excède pas 6 millimètres ou de systèmes équivalents assurant que la taille des particules solides des eaux résiduaires qui passent au travers de ces systèmes n'excède pas 6 millimètres.				X	Absence de matériels à risques spécifiés définis par le règlement n°1069/2009 au sein de l'installation 2221.
AR du 23/03/2012 Art.29-II	Les matières recueillies sont éliminées conformément aux dispositions de l'article 57 (II) ci-après.				X	Absence de matériels à risques spécifiés définis par le règlement n°1069/2009 au sein de l'installation 2221.
	<i>Art. 30.</i>					

Exigence		C	NC	AV	SO	Commentaire
	Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduits que possible.	X				Le nombre de points de rejet des eaux pluviales de voiries dans le milieu naturel sera au nombre de 1. Un point de rejet des eaux pluviales de toiture sera également prévu. Cependant, ces eaux pluviales de toiture ne seront pas susceptibles d'être polluées. Absence de rejets d'effluents de l'installation classée 2221 (eaux usées industrielles) dans le milieu naturel. Ces derniers seront rejetées dans le réseau d'assainissement communal.
	Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur et une minimisation de la zone de mélange.	X				Les ouvrages de rejet permettront une bonne diffusion des eaux pluviales.
	Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.	X				Les dispositifs de rejet des eaux pluviales seront aménagés de sorte à ne pas perturber le milieu récepteur.
	Art. 31.					
	Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).	X				Sur chaque canalisation de rejet des eaux résiduaires (eaux usées industrielles et eaux pluviales), un point de prélèvement d'échantillons sera prévu. Un point de prélèvement sera notamment prévu au niveau du séparateur à hydrocarbures pour des prélèvements sur les eaux pluviales de voiries.
AR du 23/03/2012 Art.31	Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.	X				Les points de prélèvement seront implantés de manière à ce que les mesures soient représentatives (effluent homogène et vitesse non-ralentie).
AR du 23/03/2012 Art.31	Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.	X				Les points de prélèvement seront implantés de manière à être facilement accessibles. --> Cf. Plan des réseaux indiquant les points de prélèvements pour les contrôles.
AR du 23/03/2012 Art.31	Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.	X				Disposition d'exploitation - Sera mise en œuvre à la mise en service de l'installation. Toutes les dispositions seront prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs.
	Art. 32.					
	En matière de dispositif de gestion des eaux pluviales, les dispositions de l'article 43 du 2 février 1998 modifié s'appliquent.				X	Pour mémoire.

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.32	Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle respectent les valeurs limites fixées à l'article 36 avant rejet au milieu naturel.				X	Les eaux pluviales du site ne seront pas susceptibles d'être significativement polluées, le trafic sera globalement assez faible. Le rejet des eaux pluviales s'effectuera dans le milieu naturel.
	Art. 33.					
AR du 23/03/2012 Art.33	Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.	X				Absence de rejets d'effluents (eaux usées industrielles ou eaux pluviales) directs ou indirects vers les eaux souterraines. En effet, les eaux usées sanitaires seront reliées au réseau d'assainissement communal et les eaux usées industrielles seront pré-traitées avant rejet au réseau d'assainissement communal. De plus, les eaux pluviales seront rejetées dans le milieu naturel, après passage par un séparateur à hydrocarbures pour les EP de voiries.
	Section 4 Valeurs limites d'émission					
	Art. 34.					
AR du 23/03/2012 Art.34	Tous les effluents aqueux sont canalisés.	X				Tous les effluents aqueux seront canalisés : eaux usées sanitaires, eaux usées industrielles et eaux pluviales. --> Cf. Plan de réseaux.
AR du 23/03/2012 Art.34	La dilution des effluents est interdite.	X				Les effluents aqueux ne seront pas dilués.

Exigence		C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.34	Le débit maximal journalier spécifique autorisé est de 6 m3/tonne de produit entrant ou 10 m3/tonne de produit entrant en cas d'utilisation d'eau au sein d'un dispositif de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air.	X				<p>Disposition d'exploitation - Cette prescription sera vérifiée à la mise en service de l'installation, suivant les consommations d'eau réelles des machines et leurs rejets.</p> <p>Calcul du débit maximal journalier spécifique (absence de tout dispositif de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Volume d'eaux usées industrielles générées par heure = au maximum 15 m3/h (valeur basée sur la valeur de prélèvement d'eau maximal de chaque machine) ; - Flux de transformation de produits = environ 1t/h - Soit un débit maximal journalier spécifique = au maximum 15 m3/t de produit entrant. Le débit maximal journalier sera donc de 15 m3/tonne de produit entrant au niveau de l'installation classée 2221. <p>A noter, le calcul de la consommation d'eau a été réalisé sur la base des valeurs maximales de consommation d'eau de chaque machine de production (filetage), fournies par les fabricants.</p> <p>A noter également, la ligne de filetage ne sera pas en fonctionnement tous les jours de fonctionnement de l'installation classée sous la rubrique n°2221. Les jours où la ligne de filetage ne sera pas en fonctionnement, le débit journalier des autres lignes (ligne de panage) sera au maximum de l'ordre de 0,02 m3/t de produit entrant (avec : 0,11 m3/jour d'eaux usées industrielles pour 1t/h de produit entrant).</p> <p>De cet fait, le débit maximal journalier moyenné à l'année sera largement inférieur à 15 m3/t de produit entrant. Il sera inférieur à 6m3/t. Cette valeur sera affinée par l'exploitant à la mise en service de l'installation, suivant les consommations réelles des machines de filetage et le nombre de jours réels annuels de filetage.</p> <p>A noter par ailleurs, le gestionnaire du réseau d'assainissement (la SAUR) autorise les rejets d'eaux usées industrielles de l'installation classée sous la rubrique n°2221 de GIMBERT SURGELES. La convention de rejet sera signée après une première analyse sur les eaux de rejet.</p>
Art. 35.						
	Les prescriptions de cet article s'appliquent uniquement aux rejets directs au milieu naturel.	X				Rejets d'eaux pluviales (de toiture et de ruissellement de voiries) au milieu naturel.
AR du 23/03/2012 Art.35	L'exploitant justifie que le débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau.	X				<p>Disposition d'exploitation - Cette prescription sera vérifiée à la mise en service de l'installation.</p> <p>Le débit maximum journalier d'eaux pluviales ne dépassera pas 1/10 du débit moyen interannuel du cours d'eau.</p> <p>A noter, le RNU applicable au projet, n'impose pas de débit de fuite en cas de rejet des eaux pluviales au milieu naturel.</p>

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.35	La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30 °C sauf si la température en amont dépasse 30 °C.	X				Disposition d'exploitation - Cette prescription sera vérifiée à la mise en service de l'installation pour les eaux pluviales.
AR du 23/03/2012 Art.35	Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne doit pas être supérieure à la température de la masse d'eau amont.	X				Disposition d'exploitation - Cette prescription sera vérifiée à la mise en service de l'installation pour les eaux pluviales.
	Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50 °C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau.				X	Les installations de rejets directs au milieu naturel ne seront pas raccordées à un réseau.
AR du 23/03/2012 Art.35	Leur pH doit être compris entre 5,5 et 8,5, 9,5 s'il y a neutralisation alcaline.	X				Disposition d'exploitation - Cette prescription sera vérifiée à la mise en service de l'installation pour les eaux pluviales.
AR du 23/03/2012 Art.35	La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone où s'effectue le mélange, ne dépasse pas 100 mg Pt/l.	X				Disposition d'exploitation - Cette prescription sera vérifiée à la mise en service de l'installation pour les eaux pluviales.
	Pour les eaux réceptrices, les rejets n'induisent pas, en dehors de la zone où s'effectue le mélange :	X				Disposition d'exploitation - Cette prescription sera vérifiée à la mise en service de l'installation pour les eaux pluviales.
AR du 23/03/2012 Art.35	- une élévation de température supérieure à 1,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 3 °C pour les eaux cyprinicoles et de 2 °C pour les eaux conchyliques ;	X				Disposition d'exploitation - Cette prescription sera vérifiée à la mise en service de l'installation pour les eaux pluviales.
AR du 23/03/2012 Art.35	- une température supérieure à 21,5 °C pour les eaux salmonicoles, à 28 °C pour les eaux cyprinicoles et à 25 °C pour les eaux destinées à la production d'eau alimentaire ;	X				Disposition d'exploitation - Cette prescription sera vérifiée à la mise en service de l'installation pour les eaux pluviales.
AR du 23/03/2012 Art.35	- un pH en dehors des plages de valeurs suivantes : 6/9 pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et pour les eaux de baignade ; 6,5/8,5 pour les eaux destinées à la production alimentaire et 7/9 pour les eaux conchyliques ;	X				Disposition d'exploitation - Cette prescription sera vérifiée à la mise en service de l'installation pour les eaux pluviales.
AR du 23/03/2012 Art.35	- un accroissement supérieur à 30 % des matières en suspension et une variation supérieure à 10 % de la salinité pour les eaux conchyliques.	X				Disposition d'exploitation - Cette prescription sera vérifiée à la mise en service de l'installation pour les eaux pluviales.
	Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux eaux marines des départements d'outre-mer.					
	Art. 36.					
AR du 23/03/2012 Art.36	Sans préjudice des dispositions de l'article 25, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé.				X	Absence de rejet d'eaux résiduaires (eaux usées industrielles) au milieu naturel, mais déversement dans le réseau d'assainissement collectif.

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.36	Pour chacun des polluants rejetés par l'installation, le flux maximal journalier est à préciser dans le dossier d'enregistrement.				X	Absence de rejet d'eaux résiduaires (eaux usées industrielles) au milieu naturel, mais déversement dans le réseau d'assainissement collectif.
	Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée selon les modalités définies au 2° alinéa de l'article 32 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.				X	Absence de rejet d'eaux résiduaires (eaux usées industrielles) au milieu naturel, mais déversement dans le réseau d'assainissement collectif.
	1 - Matières en suspension (MES), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5)				X	Absence de rejet d'eaux résiduaires (eaux usées industrielles) au milieu naturel, mais déversement dans le réseau d'assainissement collectif.
	* Matières en suspension (Code SANDRE : 1305)				X	
	- flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j : 100 mg/l				X	
	- flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j : 35 mg/l				X	
	* DBO5 (sur effluent non décanté)				X	
	- flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j : 100 mg/l				X	
	- flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j : 30 mg/l				X	
	* DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)				X	
	- flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j : 300 mg/l				X	
	- flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j : 125 mg/l				X	
	2 - Azote et phosphore				X	
	* Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé (Code SANDRE : 1551)				X	
	- flux journalier maximal supérieur ou égal à 50 kg/j : 30 mg/l en concentration moyenne mensuelle				X	
	- flux journalier maximal supérieur ou égal à 150 kg/j : 15 mg/l en concentration moyenne mensuelle				X	
	- flux journalier maximal supérieur ou égal à 300 kg/j. : 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle				X	
	* Phosphore (phosphore total) (Code SANDRE : 1350)				X	
	- flux journalier maximal supérieur ou égal à 15 kg/j : 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle				X	
	- flux journalier maximal supérieur ou égal à 40 kg/j : 2 mg/l en concentration moyenne mensuelle				X	
	- flux journalier maximal supérieur à 80 kg/j : 1 mg/l en concentration moyenne mensuelle				X	
	3 - Substances spécifiques du secteur d'activité				X	
	* SEH (en cas de rejets susceptibles de contenir de la graisse)				X	
	- /				X	
	- N° CAS : /				X	
	- Code SANDRE : 7464				X	
	- Valeur limite : 300 mg/l				X	
	* Chlorures (en cas de traitement ou de conservation par mise en œuvre de sel)				X	
	- Flux journalier maximal supérieur ou égal à 50kg/j.				X	
	- N° CAS : /				X	

Exigence		C	NC	AV	SO	Commentaire
	- Code SANDRE : 1337				X	
	- Valeur limite : 6 000 mg/l en concentration moyenne mensuelle				X	
	* Chlorures (en cas de traitement ou de conservation par mise en œuvre de sel)				X	
	- Flux journalier maximal supérieur ou égal à 150kg/j.				X	
	- N° CAS : /				X	
	- Code SANDRE : 1337				X	
	- Valeur limite : 4 000 mg/l en concentration moyenne mensuelle				X	
	* Cuivre et ses composés (en Cu)				X	
	- Flux journalier maximal supérieur ou égal à 2 g/j				X	
	- N° CAS : 7440-50-8				X	
	- Code SANDRE : 1392				X	
	- Valeur limite : 0,150 mg/l				X	
	* Zinc et ses composés (en Zn)				X	
	- Flux journalier maximal supérieur ou égal à 10 g/j				X	
	- N° CAS : 7440-66-6				X	
	- Code SANDRE : 1383				X	
	- Valeur limite : 0,8 mg/l				X	
	* Trichlorométhane (chloroforme)				X	
	- Flux journalier maximal supérieur ou égal à 2 g/j				X	
	- N° CAS : 67-66-3				X	
	- Code SANDRE : 1135				X	
	- Valeur limite : 100µg/l				X	
	* Acide chloroacétique				X	
	- Flux journalier maximal supérieur ou égal à 2 g/j				X	
	- N° CAS : 79-11-8				X	
	- Code SANDRE : 1465				X	
	- Valeur limite : 50 µg/l				X	
AR du 23/03/2012 Art.36	II. - Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.				X	
	4 - Autres paramètres globaux				X	
	* Indice phénols				X	
	- N° CAS : 108-95-2				X	
	- Code SANDRE : 1440				X	
	- Valeur limite : 0,3 mg/l				X	
	* Cyanures libres (en CN-)				X	
	* Indice cyanures totaux				X	
	- N° CAS : 57-12-5				X	
	- Code SANDRE : 1084				X	
	- Code SANDRE : 1390				X	
	- Valeur limite : 0,1 mg/l				X	
	* Manganèse et composés (en Mn)				X	
	- N° CAS : 7439-96-5				X	
	- Code SANDRE : 1394				X	
	- Valeur limite : 1 mg/l				X	

Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
* Fer, aluminium et composés (en Fe+Al)				X	
- N° CAS : /				X	
- Code SANDRE : 7714				X	
- Valeur limite : 5 mg/l				X	
* Etain et ses composés				X	
- N° CAS : 7440-31-5				X	
- Code SANDRE : 1380				X	
- Valeur limite : 2 mg/l				X	
* Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) (*)				X	
- N° CAS : /				X	
- Code SANDRE : 1106 (AOX) - 1760 (EOX)				X	
- Valeur limite : 1 mg/l				X	
* Hydrocarbures totaux				X	
- N° CAS : /				X	
- Code SANDRE : 7009				X	
- Valeur limite : 10 mg/l				X	
* Ion fluorure (en F-)				X	
- N° CAS : 16984-48-8				X	
- Code SANDRE : 7073				X	
- Valeur limite : 15 mg/l				X	
5 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau				X	
Substances de l'état chimique				X	
* Diphenyléthers bromés				X	
- N° CAS : /				X	
- Code SANDRE : /				X	
- Valeur limite : 50µg/l - (somme des composés)				X	
* Tétra BDE 47*				X	
- N° CAS : 5436-43-1				X	
- Code SANDRE : 2919				X	
- Valeur limite : 25 µg/l				X	
* Penta BDE 99*				X	
- N° CAS : 60348-60-9				X	
- Code SANDRE : 2916				X	
- Valeur limite : 25 µg/l				X	
* Penta BDE 100				X	
- N° CAS : 189084-64-8				X	
- Code SANDRE : 2915				X	
- Valeur limite : /				X	
* Hexa BDE 153*				X	
- N° CAS : 68631-49-2				X	
- Code SANDRE : 2912				X	
- Valeur limite : 25 µg/l				X	
* Hexa BDE 154				X	
- N° CAS : 207122-15-4				X	

Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
- Code SANDRE : 2911				X	Absence de rejet d'eaux résiduaires (eaux usées industrielles) au milieu naturel, mais déversement dans le réseau d'assainissement collectif.
- Valeur limite : /				X	
* HeptaBDE 183*				X	
- N° CAS : 207122-16-5				X	
- Code SANDRE : 2910				X	
- Valeur limite : 25 µg/l				X	
* DecaBDE 209				X	
- N° CAS : 1163-19-5				X	
- Code SANDRE : 1815				X	
- Valeur limite : /				X	
* Cadmium et ses composés* (en Cd)				X	
- N° CAS : 7440-43-9				X	
- Code SANDRE : 1388				X	
- Valeur limite : 25 µg/l				X	
* Plomb et ses composés (en Pb)				X	
- N° CAS : 7439-92-1				X	
- Code SANDRE : 1382				X	
- Valeur limite : 50µg/l si le rejet dépasse 2g/j				X	
* Nickel et ses composés (en Ni)				X	
- N° CAS : 7440-02-0				X	
- Code SANDRE : 1386				X	
- Valeur limite : 100µg/l si le rejet dépasse 2g/j				X	
* Nonylphénols *				X	
- N° CAS : 84-852-15-3				X	
- Code SANDRE : 1958				X	
- Valeur limite : 25µg/l				X	
* Tétrachlorure de carbone				X	
- N° CAS : 56-23-5				X	
- Code SANDRE : 1276				X	
- Valeur limite : 25 µg/l				X	
* Composés du tributylétain (tributylétain-cation)*				X	
- N° CAS : 36643-28-4				X	
- Code SANDRE : 2879				X	
- Valeur limite : 25 µg/l				X	
Autres substances de l'état chimique				X	
* Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)*				X	
- N° CAS : 117-81-7				X	
- Code SANDRE : 6616				X	
- Valeur limite : 25 µg/l				X	
* Acide perfluoro octanesulfonique et ses dérivés* (PFOS)				X	
- N° CAS : 45298-90-6				X	
- Code SANDRE : 6561				X	
- Valeur limite : 25 µg/l				X	
* Quinoxylène*				X	
- N° CAS : 124495-18-7				X	
- Code SANDRE : 2028				X	
- Valeur limite : 25 µg/l				X	

Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
* Dioxines et composés de dioxines* dont certains PCDD et PCB-DF				X	
- N° CAS : /				X	
- Code SANDRE : 7707				X	
- Valeur limite : 25 µg/l				X	
* Aclonifène				X	
- N° CAS : 74070-46-5				X	
- Code SANDRE : 1688				X	
- Valeur limite : 25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j				X	
* Bifénox				X	
- N° CAS : 42576-02-3				X	
- Code SANDRE : 1119				X	
- Valeur limite : 25µg/l si le rejet dépasse 1g/j				X	
* Cybutryne				X	
- N° CAS : 28159-98-0				X	
- Code SANDRE : 1935				X	
- Valeur limite : 25µg/l si le rejet dépasse 1g/j				X	
* Cyperméthrine				X	
- N° CAS : 52315-07-8				X	
- Code SANDRE : 1140				X	
- Valeur limite : 25µg/l si le rejet dépasse 1g/j				X	
* Hexabromocyclododécane* (HBCDD)				X	
- N° CAS : 3194-55-6				X	
- Code SANDRE : 7128				X	
- Valeur limite : 25 µg/l				X	
* Heptachlore* et époxyde d'heptachlore*				X	
- N° CAS : 76-44-8/ 1024-57-3				X	
- Code SANDRE : 7706				X	
- Valeur limite : 25 µg/l				X	
Polluants spécifiques de l'état écologique				X	
* Chrome et ses composés (en Cr)				X	
- N° CAS : 7440-47-3				X	
- Code SANDRE : 1389				X	
- Valeur limite : 100µg/l si le rejet dépasse 2g/j				X	
* Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un impact local				X	
- N° CAS : /				X	
- Code SANDRE : /				X	
- Valeur limite : NQE si le rejet dépasse 1g/j, dans le cas où la NQE est supérieure à 25µg/l - 25 µg/l si le rejet dépasse 1g/j, dans le cas où la NQE est inférieure à 25µg/l				X	
(*) Cette valeur limite ne s'applique pas si pour au moins 80 % du flux d'AOX, les substances organochlorées composant le mélange sont clairement identifiées et que leurs niveaux d'émissions sont déjà réglementés de manière individuelle.				X	

Exigence		C	NC	AV	SO	Commentaire
III. - Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.					X	
Art. 37.						
En matière de traitement externe des effluents par une station d'épuration collective, les dispositions de l'article 34 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.		X				Les dispositions de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent aux effluents (eaux usées industrielles) traités par une station d'épuration collective. Les eaux usées industrielles seront raccordées au réseau d'assainissement public, rejoignant la STEP du syndicat des eaux de Fleurance (SERF). Le gestionnaire du réseau (la SAUR) a été sollicité par l'exploitant dans le cadre du projet. Une convention de déversement sera signée avec le gestionnaire du réseau (la SAUR) lorsque des analyses d'eaux de rejet auront été réalisées (soit après la mise en service de l'installation).
Elles concernent notamment :					X	Pour information.
- les modalités de raccordement ;					X	Pour information.
- les valeurs limites avant raccordement ;					X	Pour information.
Ces dernières dépendent de la nature des polluants rejetés (macropolluants ou substances dangereuses) et du type de station d'épuration (urbaine, industrielle ou mixte).					X	Pour information.
Art. 38.						
Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.					X	Pour information.
Dans le cas où une autosurveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs.					X	Absence d'autosurveillance des effluents aqueux.
Dans le cas d'une autosurveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.					X	Absence d'autosurveillance des effluents aqueux.
AR du 23/03/2012 Art.38	Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 Art.38	Pour l'azote et le phosphore, la concentration moyenne sur un prélèvement de 24 heures ne dépasse pas le double des valeurs limites fixées.				X	Pour information.
Art. 39.						
Abrogé par arrêté du 24 août 2017						
Section 5 - Traitement des effluents						
Art. 40.						

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
	Les installations de traitement en cas de rejet direct dans le milieu naturel et les installations de prétraitement en cas de raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues et exploitées de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.	X				Les eaux usées industrielles seront traitées par un dégrilleur, puis par un décanteur et bac à graisse, avant d'être rejetées au réseau d'assainissement communal, puis à une station d'épuration collective. Ce dispositif sera curé et vidangé par une société spécialisée, aux fréquences préconisées.
	Les installations de traitement et/ou de prétraitement sont correctement entretenues.	X				L'installation de prétraitement des effluents des lignes de production sera correctement entretenue par l'exploitant.
AR du 23/03/2012 Art.40	Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement.	X				Le bon fonctionnement de l'installation de prétraitement sera régulièrement vérifié.
AR du 23/03/2012 Art.40	Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.	X				Les résultats de ces mesures seront enregistrés.
AR du 23/03/2012 Art.40	Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement et/ou de prétraitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin l'activité concernée.	X				Pour mémoire - en cas de dysfonctionnement de l'installation de prétraitement des eaux usées industrielles, l'exploitant prendra les dispositions nécessaires afin de limiter la pollution.
	Art. 41.					
	Sans préjudice des restrictions définies par la réglementation pour des motifs sanitaires, peuvent faire l'objet d'un épandage :					
AR du 23/03/2012 Art.41	Les effluents, à l'exclusion des eaux usées générées par le personnel dans les parties communes ;				X	Disposition d'exploitation - Toutefois, aucun épandage ne sera réalisé par l'exploitant de l'installation.
AR du 23/03/2012 Art.41	les boues produites et récupérées dans les dispositifs épuratoires, le cas échéant, après l'opération de dégrillage visée à l'article 29 du présent arrêté pour les matériels à risque spécifiés.				X	Disposition d'exploitation - Toutefois, aucun épandage ne sera réalisé par l'exploitant de l'installation. Les boues de l'installation de prétraitement seront évacuées vers une filière spécialisée.
AR du 23/03/2012 Art.41	L'exploitant respecte les dispositions de l'annexe III concernant les dispositions techniques à appliquer pour l'épandage.				X	Disposition d'exploitation - Toutefois, aucun épandage ne sera réalisé par l'exploitant de l'installation.
	CHAPITRE IV Emissions dans l'air					
	Section 1 Généralités					
	Art. 42.					
AR du 23/03/2012 Art.42	- I. – Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée.	X				Les odeurs seront captées à la source et canalisées. Les odeurs susceptibles d'être générées sur la ligne de panage seront captées et filtrées avant rejet. Absence de rejets de gaz de combustion au niveau de l'installation.

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.42	Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté.	X				Les rejets atmosphériques de l'installation seront conformes aux dispositions de cet arrêté.
AR du 23/03/2012 Art.42	Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...).	X				La farine utilisée pour la ligne de panage sera confinée. Elle sera stockée en extérieur.
AR du 23/03/2012 Art.42	Les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits sont, sauf impossibilité technique justifiée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les émissions dans l'atmosphère.	X				La manipulation de la farine sera munie de dispositifs d'aspiration afin de réduire les émissions dans l'atmosphère.
AR du 23/03/2012 Art.42	Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de traitement des effluents en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.				X	Absence d'installation de traitement des effluents atmosphériques.
AR du 23/03/2012 Art.42	Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).	X				Le silos de farine sera conforme aux dispositions de prévention des risques d'incendie et d'explosion.
AR du 23/03/2012 Art.42	Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés.				X	Absence de stockage de produits en vrac.
AR du 23/03/2012 Art.42	A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.				X	Absence de stockage de produits en vrac.
	Lorsque les stockages de produits pulvérulents se font à l'air libre, l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec sont permis.				X	Absence de stockage de produits pulvérulents à l'air libre.
	II. – Equipements frigorifiques et climatiques utilisant certains fluides frigorigènes.					
AR du 23/03/2012 Art.42	Les conditions de mise sur le marché, d'utilisation, de récupération et de destruction des substances suivantes, chlorofluorocarbures (CFC), hydro chlorofluorocarbures (HCFC) et hydro fluorocarbures (HFC) utilisées en tant que fluides frigorigènes dans des équipements frigorifiques ou climatiques sont définies à l'article R. 543-75 et suivants du code de l'environnement.				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 Art.42	Les fiches d'intervention établies lors des contrôles d'étanchéité ainsi que lors des opérations de maintenance et d'entretien sont conservées par l'exploitant dans un registre par équipement tenu à la disposition de l'inspection.	X				Disposition d'exploitation - Sera prise en compte lors de la mise en service de l'installation. Des groupes frigorifiques et climatiques classés au titre de la rubrique n°1185.2a seront présents sur le site. Les fiches d'intervention seront conservées par l'exploitant au sein d'un registre.

Exigence		C	NC	AV	SO	Commentaire
Section 2 - Rejets à l'atmosphère						
Art. 43.						
AR du 23/03/2012 Art.43	Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.	X				Un seul point de rejet à l'atmosphère au niveau de l'installation classée 2221 : celui de la hotte de la ligne de panage. --> Cf. Plan de masse de l'installation.
AR du 23/03/2012 Art.43	Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie.				X	Un seul point de rejet à l'atmosphère au niveau de l'installation classée 2221 : celui de la hotte de la ligne de panage.
AR du 23/03/2012 Art.43	Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets.	X				Les rejets de la hotte aspirante seront filtrés avant rejet.
AR du 23/03/2012 Art.43	La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.	X				La forme du conduit sera conçue pour favoriser l'ascension des gaz dans l'atmosphère.
AR du 23/03/2012 Art.43	L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants.	X				L'emplacement des conduits permettra d'éviter le siphonnage des effluents.
AR du 23/03/2012 Art.43	Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.	X				Les conduits respecteront les caractéristiques citées.
Art. 44.						
	Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont aménagés conformément aux conditions fixées par les méthodes de référence précisées dans un avis publié au Journal officiel et équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues par le présent arrêté dans des conditions représentatives.	X				A prendre en compte par l'exploitant.
Art. 45.						
	La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz.				X	Aucun polluant ne sera susceptible d'être émis au niveau de la cheminée de rejet de la hotte de la ligne de panage. De ce fait, le calcul de la hauteur de la cheminée étant fonction du niveau des émissions de polluants, il n'y a pas de calcul de hauteur de cheminée à réaliser. Par ailleurs, il n'existe pas d'obstacles à la dispersion des gaz.
AR du 23/03/2012 Art.45	Cette hauteur, qui ne peut être inférieure à 10 mètres fait l'objet d'une justification dans le dossier conformément aux dispositions de l'annexe II.				X	Aucun polluant ne sera susceptible d'être émis au niveau de la cheminée de rejet de la hotte de la ligne de panage. De ce fait, le calcul de la hauteur de la cheminée étant fonction du niveau des émissions de polluants, il n'y a pas de calcul de hauteur de cheminée à réaliser. Par ailleurs, il n'existe pas d'obstacles à la dispersion des gaz.
Section 3 - Valeurs limites d'émission						
Art. 46.						

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.46	L'exploitant démontre que les valeurs limites d'émissions fixées ci-après sont compatibles avec l'état du milieu.	X				Les rejets gazeux seront très limités au niveau de l'installation.
AR du 23/03/2012 Art.46	Pour la détermination des flux, les émissions canalisées et les émissions diffuses sont prises en compte.	X				Les rejets gazeux seront très limités au niveau de l'installation.
AR du 23/03/2012 Art.46	Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées dans un avis publié au Journal officiel	X				Les rejets gazeux seront très limités au niveau de l'installation.
	Art. 47.					
	Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportée à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).	X				Disposition d'exploitation qui sera mise en œuvre à la mise en service de l'installation.
	Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportées à une même teneur en oxygène de référence égale à 3 %.	X				Disposition d'exploitation qui sera mise en œuvre à la mise en service de l'installation.
	Les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.	X				Disposition d'exploitation qui sera mise en œuvre à la mise en service de l'installation.
	Pour les installations de séchage, les mesures se font sur gaz humides.				X	Absence d'installation de séchage.
	Art. 48.					
	Pour les substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les effluents gazeux respectent, selon le flux horaire, les valeurs limites de concentrations fixées dans le tableau figurant en annexe V.	X				Disposition d'exploitation qui sera mise en œuvre à la mise en service de l'installation.
	Art. 49.					
AR du 23/03/2012 Art.49	Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.	X				Les ateliers de production seront confinés au sein d'un bâtiment. Les eaux usées industrielles seront prétraitées (bac débourbeur - dégraisseur). Par ailleurs, les bennes de déchets animaux susceptibles de fermenter et de générer des odeurs seront fermées et stockées dans un local confiné réfrigéré au sein de l'entrepôt frigorifique existant.
AR du 23/03/2012 Art.49	Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage, de traitement...) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement...).				X	Absence de sources potentielles d'odeurs de grande surface.
AR du 23/03/2012 Art.49	L'exploitant démontre dans son dossier de demande qu'il a pris toutes les dispositions nécessaires pour éviter en toute circonstance, à l'exception des procédés de traitement anaérobie, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.				X	Absence de sources potentielles d'odeurs de grande surface.
	Le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère par l'ensemble des sources odorantes canalisées, canalisables et diffuses, ne dépasse pas les valeurs suivantes :					

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.49	HAUTEUR D'ÉMISSION (en m) // DÉBIT D'ODEUR (en oue/h)					
AR du 23/03/2012 Art.49	0 // 1000×103			X		Disposition d'exploitation - Le débit en sortie du débouché de la hotte devra être en accord avec les présentes exigences.
AR du 23/03/2012 Art.49	5 // 3600×103			X		
AR du 23/03/2012 Art.49	10 // 21 000 × 103			X		
AR du 23/03/2012 Art.49	20 // 180 000 × 103			X		
AR du 23/03/2012 Art.49	30 // 720 000 × 103			X		
AR du 23/03/2012 Art.49	50 // 3600×106			X		
AR du 23/03/2012 Art.49	80 // 18 000 × 106			X		
AR du 23/03/2012 Art.49	100 // 36 000 × 106			X		
	CHAPITREV - Emissions dans les sols					
	Art. 50.					
	Les rejets directs dans les sols sont interdits.	X				Absence de rejets directs dans les sols.
	CHAPITREVI - Bruit et vibrations					
	Art. 51 – I. – Valeurs limites de bruit.					
	Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :					

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.51	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation) // ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés // ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés			X		Dispositions d'exploitation - A évaluer lors de la première mesure de bruit. A noter, il n'y a pas de voisinage sensible au bruit à proximité de l'établissement, situé en zone d'activités. Seuls les groupes froids seront implantés en extérieur. Les autres installations seront situées dans des locaux fermés.
AR du 23/03/2012 Art.51	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A) // 6 dB(A) // 4 dB(A)			X		
AR du 23/03/2012 Art.51	Supérieur à 45 dB(A) // 5 dB(A) // 3 dB(A)			X		
AR du 23/03/2012 Art.51	De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.			X		
AR du 23/03/2012 Art.51	Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.			X		
	II. – Véhicules, engins de chantier.					
AR du 23/03/2012 Art.51	Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.	X				Les camions et engins de manutention mis en œuvre sur le site seront en conformité avec les normes en vigueur.
AR du 23/03/2012 Art.51	L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.	X				Absence d'usage d'appareils de communication par voie acoustique (en-dehors de l'alarme sonore incendie).
	III. – Vibrations.					
	Les vibrations émises sont conformes aux dispositions fixées à l'annexe I.				X	L'installation n'est pas susceptible de générer des vibrations perceptibles à l'extérieur du site.
	IV. – Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.					
AR du 23/03/2012 Art.51	Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié au moins tous les cinq ans sauf justification fournie dans le dossier d'enregistrement détaillant la situation géographique, l'aménagement ou les conditions d'exploitation et à tout moment sur demande de l'inspection.	X				Disposition d'exploitation - Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence de l'installation sera effectuée à la mise en service.
	Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.	X				Disposition d'exploitation - Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence de l'installation sera effectuée à la mise en service.

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.51	Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.	X				Disposition d'exploitation - Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence de l'installation sera effectuée à la mise en service.
	CHAPITRE VII - Déchets et sous-produits animaux					
	Art. 52.					
	52.1. Déchets.					
	L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :					
AR du 23/03/2012 Art.52	- Limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;	X				Les déchets de l'installation seront limités. Ils correspondront essentiellement aux déchets de déballage des matières premières, ainsi qu'aux sous-produits animaux, issus des lignes de production (peaux, arêtes).
AR du 23/03/2012 Art.52	- Trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;	X				Les déchets de l'installation seront triés et recyclés au maximum.
AR du 23/03/2012 Art.52	- S'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;				X	Absence de prétraitement des déchets de l'installation.
AR du 23/03/2012 Art.52	- S'assurer pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.	X				Les déchets ultimes seront stockés dans de bonnes conditions, le cas échéant.
	52.2. Sous-produits animaux					
AR du 23/03/2012 Art.52.2	Si l'installation génère des sous-produits animaux rentrant dans le champ du règlement (CE) no 1069/2009 susvisé, l'exploitant les identifie comme tels et veille à ce qu'ils soient collectés, stockés, transportés et traités conformément aux règlements (CE) nos 1069/2009 et 149/2011.	X				Le règlement CE s'applique aux sous-produits animaux, c'est-à-dire aux cadavres ou aux parties d'animaux, qui ne sont pas destinés à la consommation humaine. Les sous-produits animaux entrant dans le champ du règlement seront : - les arêtes des produits de la mer ; - les corps mous non-consommables des produits de la mer. Les sous-produits animaux seront collectés, stockés, transportés et traités conformément aux règlements n°1069/2009 et 149/2011.
	Art. 53.					
	53.1. Déchets.					
AR du 23/03/2012 Art.53.1	L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.	X				Disposition d'exploitation - les types de déchets seront séparés à la mise en service de l'installation.

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.53.1	Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.	X				Disposition d'exploitation - les déchets seront stockés dans des bacs fermés. Les déchets animaux seront stockés en bacs fermés, dans un local réfrigéré (à température négative) au sein de l'entrepôt frigorifique existant. Ils seront stockés dans une zone abritée des eaux météoriques.
AR du 23/03/2012 Art.53.1	Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination, des déchets dangereux sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégées des eaux météoriques.	X				Disposition d'exploitation - Absence de déchets dangereux générés par le site. Ils seront stockés sur des cuvettes de rétention étanches, à l'abri de la pluie, le cas échéant.
	La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas :					
AR du 23/03/2012 Art.53.1	-La capacité produite en 24 heures pour les déchets fermentescibles en l'absence de locaux ou de dispositifs assurant leur confinement et réfrigérés ;				X	Les déchets animaux seront stockés dans un local réfrigéré (à température négative) au sein de l'entrepôt frigorifique existant.
AR du 23/03/2012 Art.53.1	-La capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.	X				Disposition d'exploitation - Les déchets entreposés (plastiques, cartons, etc.) ne dépasseront pas la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'expédition. Ils seront régulièrement évacués vers la filière appropriée.
	53.2. Sous-produits animaux					
AR du 23/03/2012 Art.53.2	Les sous-produits animaux sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.	X				Les déchets animaux seront stockés dans un local réfrigéré (à température négative) avant leur élimination, dans des bacs fermés au sein de l'entrepôt frigorifique existant.
AR du 23/03/2012 Art.53.2	Le stockage des sous-produits animaux est effectué selon leur catégorie afin que leur collecte et leur traitement soient réalisés dans les conditions prévues par le règlement (CE) no 1069/2009, dans des contenants identifiés, et de manière qu'ils ne soient pas source de contaminations croisées.	X				Le stockage des déchets animaux sera effectué dans les conditions prévues par le règlement n°1069/2009.
AR du 23/03/2012 Art.53.2	La quantité de sous-produits animaux fermentescibles entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité produite en 24 heures en l'absence de locaux ou de dispositifs assurant leur confinement et réfrigérés.				X	Les déchets animaux seront stockés dans un local réfrigéré (à température négative) avant leur élimination, dans des bacs fermés au sein de l'entrepôt frigorifique existant.
	Art. 54. -					
	54.1. Déchets.					
	Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement.	X				Les déchets ne pouvant être valorisés seront éliminés dans des installations réglementées, le cas échéant.
AR du 23/03/2012 Art.54.1	L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées.	X				Disposition d'exploitation - L'exploitant pourra justifier de l'élimination de ses déchets.
AR du 23/03/2012 Art.54.1	L'exploitant met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.).	X				Disposition d'exploitation - Un registre des déchets sera mis en place par l'exploitant.

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.54.1	Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers.	X				Disposition d'exploitation - Un bordereau de suivi de déchet sera émis.
AR du 23/03/2012 Art.54.1	Tout brûlage à l'air libre est interdit.	X				Aucun brûlage ne sera réalisé.
	54.2. Sous-produits animaux					
AR du 23/03/2012 Art.54.2	Les sous-produits animaux doivent être traités ou éliminés dans un atelier agréé au titre du règlement (CE) no 1069/2009, sauf dans le cas d'une unité d'incinération autorisée au titre de la directive 2000/96/CE.	X				Disposition d'exploitation - Les sous-produits animaux seront traités dans une filière appropriée.
	Le traitement sur place est une exception soumise à autorisation et à agrément au titre du règlement (CE) no 1069/2009.				X	Les sous-produits animaux ne seront pas traités sur le site.
AR du 23/03/2012 Art.54.2	Tout brûlage à l'air libre est interdit.	X				Aucun brûlage ne sera réalisé.
AR du 23/03/2012 Art.54.2	Leur transport doit s'accompagner d'un document commercial tel que défini dans le règlement (UE) 142/2011 dûment complété et indiquant entre autres la catégorie du sous-produit, la quantité évacuée et l'établissement agréé de destination.	X				Disposition d'exploitation - sera prise en compte par l'exploitant à la mise en service de l'installation.
AR du 23/03/2012 Art.54.2	L'exploitant consigne les envois et les documents commerciaux ou les certificats sanitaires correspondants	X				Disposition d'exploitation - sera prise en compte par l'exploitant à la mise en service de l'installation.
AR du 23/03/2012 Art.54.2	L'exploitant complète le registre visé à l'article 54.1 susvisé en ce qui concerne la nature du sous-produit, sa catégorie, le tonnage et la filière d'élimination.	X				Disposition d'exploitation - sera prise en compte par l'exploitant à la mise en service de l'installation.
	CHAPITRE VIII - Surveillance des émissions					
	Section 1 - Généralités					
	Art. 55.					
	L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles 56 à 59.	X				Disposition d'exploitation - Un programme de surveillance des émissions sera mis en place par l'exploitant. La fréquence de surveillance des rejets d'eaux usées industrielles suivra celle définie dans la convention de déversement avec le gestionnaire du réseau (la SAUR).
	Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.	X				Disposition d'exploitation - sera prise en compte par l'exploitant.
	Les dispositions des alinéas II et III de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.					
	Elles concernent :					
	- le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau ;	X				A prendre en compte par l'exploitant.
	- la réalisation de contrôles externes de recalage.	X				A prendre en compte par l'exploitant.

Exigence		C	NC	AV	SO	Commentaire
Section 2 : Emissions dans l'air						
La présente section ne comprend pas de dispositions.						
Section 3 : Emissions dans l'eau						
Art. 56.						
	Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif sur une durée de vingt-quatre heures :			X		Disposition d'exploitation - Une campagne de mesures sera réalisée par l'exploitant sur les effluents produits par l'établissement (eaux pluviales et eaux usées industrielles), pour analyser les flux de substances potentiellement rejetées via les effluents du site. En fonction des résultats obtenus, le programme de surveillance de ces paramètres sera adapté, conformément à l'article 56.
* Débit						
AR du 23/03/2012 Art.56	- Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m3/j			X		Disposition d'exploitation - Une campagne de mesures sera réalisée par l'exploitant sur les effluents produits par l'établissement (eaux pluviales et eaux usées industrielles), pour analyser les flux de substances potentiellement rejetées via les effluents du site. En fonction des résultats obtenus, le programme de surveillance de ces paramètres sera adapté, conformément à l'article 56.
* Température						
AR du 23/03/2012 Art.56	- Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m3/j			X		Disposition d'exploitation - Une campagne de mesures sera réalisée par l'exploitant sur les effluents produits par l'établissement (eaux pluviales et eaux usées industrielles), pour analyser les flux de substances potentiellement rejetées via les effluents du site. En fonction des résultats obtenus, le programme de surveillance de ces paramètres sera adapté, conformément à l'article 56.
* pH						
AR du 23/03/2012 Art.56	- Journellement ou en continu lorsque le débit est supérieur à 200 m3/j			X		Disposition d'exploitation - Une campagne de mesures sera réalisée par l'exploitant sur les effluents produits par l'établissement (eaux pluviales et eaux usées industrielles), pour analyser les flux de substances potentiellement rejetées via les effluents du site. En fonction des résultats obtenus, le programme de surveillance de ces paramètres sera adapté, conformément à l'article 56.
* DCO (sur effluent non décanté)						
AR du 23/03/2012 Art.56	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel			X		Disposition d'exploitation - Une campagne de mesures sera réalisée par l'exploitant sur les effluents produits par l'établissement (eaux pluviales et eaux usées industrielles), pour analyser les flux de substances potentiellement rejetées via les effluents du site. En fonction des résultats obtenus, le programme de surveillance de ces paramètres sera adapté, conformément à l'article 56.
* Matières en suspension						
AR du 23/03/2012 Art.56	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel			X		Disposition d'exploitation - Une campagne de mesures sera réalisée par l'exploitant sur les effluents produits par l'établissement (eaux pluviales et eaux usées industrielles), pour analyser les flux de substances potentiellement rejetées via les effluents du site. En fonction des résultats obtenus, le programme de surveillance de ces paramètres sera adapté, conformément à l'article 56.
* DBO5 (1) (sur effluent non décanté)						

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.56	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel			X		Disposition d'exploitation - Une campagne de mesures sera réalisée par l'exploitant sur les effluents produits par l'établissement (eaux pluviales et eaux usées industrielles), pour analyser les flux de substances potentiellement rejetées via les effluents du site. En fonction des résultats obtenus, le programme de surveillance de ces paramètres sera adapté, conformément à l'article 56.
	<i>* Azote global</i>					
AR du 23/03/2012 Art.56	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel			X		Disposition d'exploitation - Une campagne de mesures sera réalisée par l'exploitant sur les effluents produits par l'établissement (eaux pluviales et eaux usées industrielles), pour analyser les flux de substances potentiellement rejetées via les effluents du site. En fonction des résultats obtenus, le programme de surveillance de ces paramètres sera adapté, conformément à l'article 56.
	<i>* Phosphore total</i>					
AR du 23/03/2012 Art.56	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel			X		Disposition d'exploitation - Une campagne de mesures sera réalisée par l'exploitant sur les effluents produits par l'établissement (eaux pluviales et eaux usées industrielles), pour analyser les flux de substances potentiellement rejetées via les effluents du site. En fonction des résultats obtenus, le programme de surveillance de ces paramètres sera adapté, conformément à l'article 56.
	<i>* SEH (en cas de rejets susceptibles de contenir de la graisse)</i>					
AR du 23/03/2012 Art.56	- Annuelle pour les effluents raccordés - Semestrielle pour les rejets dans le milieu naturel			X		Disposition d'exploitation - Une campagne de mesures sera réalisée par l'exploitant sur les effluents produits par l'établissement (eaux pluviales et eaux usées industrielles), pour analyser les flux de substances potentiellement rejetées via les effluents du site. En fonction des résultats obtenus, le programme de surveillance de ces paramètres sera adapté, conformément à l'article 56.
	<i>* Chlorures (en cas de traitement ou de conservation par mise en œuvre de sel)</i>					
AR du 23/03/2012 Art.56	- Annuelle pour les effluents raccordés - Semestrielle pour les rejets dans le milieu naturel			X		Disposition d'exploitation - Une campagne de mesures sera réalisée par l'exploitant sur les effluents produits par l'établissement (eaux pluviales et eaux usées industrielles), pour analyser les flux de substances potentiellement rejetées via les effluents du site. En fonction des résultats obtenus, le programme de surveillance de ces paramètres sera adapté, conformément à l'article 56.
	<i>* Cuivre et composés (en Cu)</i>					
AR du 23/03/2012 Art.56	- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station - Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets dans le milieu naturel			X		Disposition d'exploitation - Une campagne de mesures sera réalisée par l'exploitant sur les effluents produits par l'établissement (eaux pluviales et eaux usées industrielles), pour analyser les flux de substances potentiellement rejetées via les effluents du site. En fonction des résultats obtenus, le programme de surveillance de ces paramètres sera adapté, conformément à l'article 56.
	<i>* Zinc et composés (en Zn)</i>					

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.56	- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station - Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets dans le milieu naturel			X		Disposition d'exploitation - Une campagne de mesures sera réalisée par l'exploitant sur les effluents produits par l'établissement (eaux pluviales et eaux usées industrielles), pour analyser les flux de substances potentiellement rejetées via les effluents du site. En fonction des résultats obtenus, le programme de surveillance de ces paramètres sera adapté, conformément à l'article 56.
	<i>* Trichlorométhane (chloroforme)</i>					
AR du 23/03/2012 Art.56	- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station - Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets dans le milieu naturel			X		Disposition d'exploitation - Une campagne de mesures sera réalisée par l'exploitant sur les effluents produits par l'établissement (eaux pluviales et eaux usées industrielles), pour analyser les flux de substances potentiellement rejetées via les effluents du site. En fonction des résultats obtenus, le programme de surveillance de ces paramètres sera adapté, conformément à l'article 56.
	<i>* Acide chloroacétique</i>					
AR du 23/03/2012 Art.56	- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 300 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station - Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 300 g/j pour les rejets dans le milieu naturel			X		Disposition d'exploitation - Une campagne de mesures sera réalisée par l'exploitant sur les effluents produits par l'établissement (eaux pluviales et eaux usées industrielles), pour analyser les flux de substances potentiellement rejetées via les effluents du site. En fonction des résultats obtenus, le programme de surveillance de ces paramètres sera adapté, conformément à l'article 56.
	<i>* Autre substance dangereuse visée à l'article 36-5</i>					
AR du 23/03/2012 Art.56	- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station - Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets dans le milieu naturel			X		Disposition d'exploitation - Une campagne de mesures sera réalisée par l'exploitant sur les effluents produits par l'établissement (eaux pluviales et eaux usées industrielles), pour analyser les flux de substances potentiellement rejetées via les effluents du site. En fonction des résultats obtenus, le programme de surveillance de ces paramètres sera adapté, conformément à l'article 56.
	<i>* Autre substance dangereuse identifiée par une étoile à l'article 36-5</i>					
AR du 23/03/2012 Art.56	- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 2 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station - Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 2 g/j pour les rejets dans le milieu naturel			X		Disposition d'exploitation - Une campagne de mesures sera réalisée par l'exploitant sur les effluents produits par l'établissement (eaux pluviales et eaux usées industrielles), pour analyser les flux de substances potentiellement rejetées via les effluents du site. En fonction des résultats obtenus, le programme de surveillance de ces paramètres sera adapté, conformément à l'article 56.
	(1) Pour la DBO5, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.			X		Disposition d'exploitation - Une campagne de mesures sera réalisée par l'exploitant sur les effluents produits par l'établissement (eaux pluviales et eaux usées industrielles), pour analyser les flux de substances potentiellement rejetées via les effluents du site. En fonction des résultats obtenus, le programme de surveillance de ces paramètres sera adapté, conformément à l'article 56.
	Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.			X		Disposition d'exploitation - Une campagne de mesures sera réalisée par l'exploitant sur les effluents produits par l'établissement (eaux pluviales et eaux usées industrielles), pour analyser les flux de substances potentiellement rejetées via les effluents du site. En fonction des résultats obtenus, le programme de surveillance de ces paramètres sera adapté, conformément à l'article 56.

Exigence		C	NC	AV	SO	Commentaire
	Les résultats des mesures sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées.			X		Disposition d'exploitation - Une campagne de mesures sera réalisée par l'exploitant sur les effluents produits par l'établissement (eaux pluviales et eaux usées industrielles), pour analyser les flux de substances potentiellement rejetées via les effluents du site. En fonction des résultats obtenus, le programme de surveillance de ces paramètres sera adapté, conformément à l'article 56.
	Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.			X		Disposition d'exploitation - Une campagne de mesures sera réalisée par l'exploitant sur les effluents produits par l'établissement (eaux pluviales et eaux usées industrielles), pour analyser les flux de substances potentiellement rejetées via les effluents du site. En fonction des résultats obtenus, le programme de surveillance de ces paramètres sera adapté, conformément à l'article 56.
	Pour les effluents raccordés, les résultats des mesures réalisées à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration collective sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.			X		Disposition d'exploitation - Une campagne de mesures sera réalisée par l'exploitant sur les effluents produits par l'établissement (eaux pluviales et eaux usées industrielles), pour analyser les flux de substances potentiellement rejetées via les effluents du site. En fonction des résultats obtenus, le programme de surveillance de ces paramètres sera adapté, conformément à l'article 56.
	Art. 57.					
	Abrogé par arrêté du 24 août 2017					
	Section 4 - Impacts sur l'air					
	La présente section ne comprend pas de dispositions.					
	Section 5 - Impacts sur les eaux de surface					
	Art. 58.					
	Lorsque le rejet s'effectue dans un cours d'eau et qu'il dépasse l'une des valeurs suivantes :			X		Disposition d'exploitation - une campagne de mesures sera réalisée par l'exploitant à la mise en service de l'installation classée 2221 sur les eaux pluviales (car rejet dans un cours d'eau). Les dispositions énoncées seront prises en compte par l'exploitant le cas échéant.
AR du 23/03/2012 Art.58	5 t/j de DCO ;			X		Disposition d'exploitation - une campagne de mesures sera réalisée par l'exploitant à la mise en service de l'installation classée 2221 sur les eaux pluviales (car rejet dans un cours d'eau). Les dispositions énoncées seront prises en compte par l'exploitant le cas échéant.
AR du 23/03/2012 Art.58	20 kg/j d'hydrocarbures totaux ;			X		Disposition d'exploitation - une campagne de mesures sera réalisée par l'exploitant à la mise en service de l'installation classée 2221 sur les eaux pluviales (car rejet dans un cours d'eau). Les dispositions énoncées seront prises en compte par l'exploitant le cas échéant.
AR du 23/03/2012 Art.58	10 kg/j de chrome, cuivre, étain, manganèse, nickel et plomb, et leurs composés (exprimés en Cr + Cu + Sn+Mn +Ni +Pb);			X		Disposition d'exploitation - une campagne de mesures sera réalisée par l'exploitant à la mise en service de l'installation classée 2221 sur les eaux pluviales (car rejet dans un cours d'eau). Les dispositions énoncées seront prises en compte par l'exploitant le cas échéant.

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 Art.58	0,1 kg/j d'arsenic, de cadmium et mercure, et leurs composés (exprimés en As + Cd + Hg),			X		Disposition d'exploitation - une campagne de mesures sera réalisée par l'exploitant à la mise en service de l'installation classée 2221 sur les eaux pluviales (car rejet dans un cours d'eau). Les dispositions énoncées seront prises en compte par l'exploitant le cas échéant.
AR du 23/03/2012 Art.58	l'exploitant réalise ou fait réaliser des mesures de ces polluants en aval de son rejet, en dehors de la zone de mélange, à une fréquence au moins mensuelle.			X		Disposition d'exploitation - une campagne de mesures sera réalisée par l'exploitant à la mise en service de l'installation classée 2221 sur les eaux pluviales (car rejet dans un cours d'eau). Les dispositions énoncées seront prises en compte par l'exploitant le cas échéant.
AR du 23/03/2012 Art.58	Lorsque le rejet s'effectue en mer ou dans un lac et qu'il dépasse l'un des flux mentionnés ci-dessus, l'exploitant établit un plan de surveillance de l'environnement adapté aux conditions locales.			X		Disposition d'exploitation - une campagne de mesures sera réalisée par l'exploitant à la mise en service de l'installation classée 2221 sur les eaux pluviales (car rejet dans un cours d'eau). Les dispositions énoncées seront prises en compte par l'exploitant le cas échéant.
AR du 23/03/2012 Art.58	Les résultats de ces mesures sont envoyés à l'inspection des installations classées dans un délai maximum d'un mois après la réalisation des prélèvements.			X		Disposition d'exploitation - une campagne de mesures sera réalisée par l'exploitant à la mise en service de l'installation classée 2221 sur les eaux pluviales (car rejet dans un cours d'eau). Les dispositions énoncées seront prises en compte par l'exploitant le cas échéant.
	Section 6 - Impacts sur les eaux souterraines					
	La présente section ne comprend pas de dispositions.					
	Art. 59.					
AR du 23/03/2012 Art.59	Dans le cas où l'exploitation de l'installation entraînerait l'émission directe ou indirecte de polluants figurant aux annexes de l'arrêté du 17 juillet 2009 susvisé, une surveillance est mise en place afin de vérifier que l'introduction de ces polluants dans les eaux souterraines n'entraîne pas de dégradation ou de tendances à la hausse significatives et durables des concentrations de polluants dans les eaux souterraines.				X	Non concerné car absence de rejet dans les eaux souterraines.
	Section 7 Déclaration annuelle des émissions polluantes					
	Art. 60.					
	Abrogé par arrêté du 24 août 2017					
	CHAPITRE IX Exécution					
	Art. 61.					
	Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.					
	ANNEXE I					
	RÈGLES TECHNIQUES APPLICABLES AUX VIBRATIONS					L'installation ne sera pas susceptible de générer des vibrations perceptibles à l'extérieur du site. De ce fait, les exigences de cette annexe ne sont pas reprises ci-après.
	ANNEXE II					
	RÈGLES DE CALCUL DES HAUTEURS DE CHEMINÉE					
AR du 23/03/2012 ANN.II	On calcule d'abord la quantité $s = k \cdot q/cm$ pour chacun des principaux polluants où :				X	Pour information.

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
	K est un coefficient qui vaut 340 pour les polluants gazeux et 680 pour les poussières ;				X	Pour information.
	Q est le débit théorique instantané maximal du polluant considéré émis à la cheminée exprimé en kilogrammes par heure ;				X	Pour information.
	cm est la concentration maximale du polluant considérée comme admissible au niveau du sol du fait de l'installation exprimée en milligrammes par mètre cube normal ;				X	Pour information.
	cm est égale à cr – co où cr est une valeur de référence donnée par le tableau ci-dessous et où co est la moyenne annuelle de la concentration mesurée au lieu considéré.				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 ANN.II	POLLUANT // VALEUR DE cr				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 ANN.II	Oxydes de soufre // 0.15				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 ANN.II	Oxydes d'azote // 0.14				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 ANN.II	Poussières // 0.15				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 ANN.II	Acide chlorhydrique // 0.05				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 ANN.II	Composés organiques :				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 ANN.II	– visés au adu 7o de l'article 50 // 1				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 ANN.II	– visés au cdu 7o de l'article 50 // 0.05				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 ANN.II	Plomb // 0.0005				X	Pour information.

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 ANN.II	Cadmium // 0.0005				X	Pour information.
	En l'absence de mesures de la pollution, co peut être prise forfaitairement de la manière suivante :				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 ANN.II	Zone peu polluée :				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 ANN.II	OXYDES DE SOUFRE // 0.01				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 ANN.II	OXYDES D'AZOTE // 0.01				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 ANN.II	POUSSIÈRES // 0.01				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 ANN.II	Zone moyennement urbanisée ou moyennement industrialisée :				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 ANN.II	OXYDES DE SOUFRE // 0.04				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 ANN.II	OXYDES D'AZOTE // 0.05				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 ANN.II	POUSSIÈRES // 0.04				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 ANN.II	Zone très urbanisée ou très industrialisée :				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 ANN.II	OXYDES DE SOUFRE // 0.07				X	Pour information.

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 ANN.II	OXYDES D'AZOTE // 0.10				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 ANN.II	POUSSIÈRES // 0.08				X	Pour information.
	Pour les autres polluants, en l'absence de mesure, ce pourra être négligée.				X	Pour information.
	On détermine ensuite s qui est égal à la plus grande des valeurs de s calculées pour chacun des principaux polluants.				X	Pour information.
	La hauteur de la cheminée, exprimée en mètres, doit être au moins égale à la valeur h_p ainsi calculée :				X	Pour information.
	VOIR FORMULE PAGE 25 DE VOTRE TEXTE REGLEMENTAIRE				X	Pour information.
	Où :				X	Pour information.
	S est défini plus haut ;				X	Pour information.
	R est le débit de gaz exprimé en mètres cubes par heure et compté à la température effective d'éjection des gaz ;				X	Pour information.
	+ T est la différence exprimée en kelvin entre la température au débouché de la cheminée et la température moyenne annuelle de l'air ambiant. Si + T est inférieure à 50 kelvins on adopte la valeur de 50 pour le calcul.				X	Pour information.
	Si une installation est équipée de plusieurs cheminées ou s'il existe dans son voisinage d'autres rejets des mêmes polluants à l'atmosphère, le calcul de la hauteur de la cheminée considérée est effectué comme suit :				X	Pour information.
	Deux cheminées i et j, de hauteurs respectivement h_i et h_j sont considérées comme dépendantes si les trois conditions suivantes sont simultanément remplies :				X	Pour information.
	La distance entre les axes des deux cheminées est inférieure à la somme : ($h_i + h_j + 10$) (en mètres) ;				X	Pour information.
	H_j est supérieure à la moitié de H_i ;				X	Pour information.
	H_i est supérieure à la moitié de H_j				X	Pour information.
	On détermine ainsi l'ensemble des cheminées dépendantes de la cheminée considérée dont la hauteur est au moins égale à la valeur de h_p calculée pour le débit massique total de polluant considérée et le débit volumique total des gaz émis par l'ensemble de ces cheminées.				X	Pour information.
	S'il y a dans le voisinage des obstacles naturels ou artificiels de nature à perturber la dispersion des gaz, la hauteur de la cheminée doit être corrigée comme suit :				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 ANN.II.	– on calcule la valeur h_p en tenant compte des autres rejets lorsqu'il y en a ;				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 ANN.II.	– on considère comme obstacles les structures et les immeubles, et notamment celui abritant l'installation étudiée.				X	Pour information.
	Remplissant simultanément les conditions suivantes :				X	Pour information.

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
AR du 23/03/2012 ANN.II.	–ils sont situés à une distance horizontale (exprimée en mètres) inférieure à 10 hp + 50 de l'axe de la cheminée considérée ;				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 ANN.II.	– ils ont une largeur supérieure à 2 mètres ;				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 ANN.II.	– ils sont vus de la cheminée considérée sous un angle supérieur à 150 dans le plan horizontal ;				X	Pour information.
	– soit hi l'altitude (exprimée en mètres et prise par rapport au niveau moyen du sol à l'endroit de la cheminée considérée) d'un point d'un obstacle situé à une distance horizontale di (exprimée en mètres) de l'axe de la cheminée considérée, et soit Hi défini comme suit :				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 ANN.II.	– si di est inférieure ou égale à 2 hp + 10, Hi = hi + 5;				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 ANN.II.	– si di est comprise entre 2 hp + 10 et 10 hp + 50,				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 ANN.II.	–Hi = 5/4 (hi + 5)(1 – di/[10 hp + 50]) ;				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 ANN.II.	– soit Hp la plus grande des valeurs Hi calculées pour tous les points de tous les obstacles définis ci-dessus ;				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 ANN.II.	– la hauteur de la cheminée doit être supérieure ou égale à la plus grande des valeurs Hp et hp.				X	Pour information.
	La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m³/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m³/h.				X	Pour information.
	ANNEXE III					
	DISPOSITIONS TECHNIQUES EN MATIÈRE D'ÉPANDAGE					Aucun épandage ne sera réalisé par l'exploitant de l'installation. Ainsi, les exigences de cette annexe ne sont pas reprises ci-dessous.
	ANNEXE IV					
	LE POUR REJET AQUEUX DANS LE MILIEU NATUREL					
	Abrogé par arrêté du 24 août 2017					

	Exigence	C	NC	AV	SO	Commentaire
	ANNEXE V					
	LE POUR REJETS GAZEUX DANS LE MILIEU NATUREL					
	Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire.				X	Pour information.
	Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées, le cas échéant, en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus.				X	Pour information.
	Voir texte page 38,39,40 et 41 de votre texte réglementaire				X	Pour information.
	II. – En cas d'utilisation d'une technique d'oxydation pour éliminer les COV, la teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation.				X	Absence de COV générés par l'installation.
AR du 23/03/2012 ANN.V	L'exploitant démontre dans son dossier d'enregistrement qu'il n'est pas nécessaire d'installer un dispositif de récupération secondaire d'énergie.				X	
AR du 23/03/2012 ANN.V	III. – Les substances ou mélanges auxquelles sont attribuées, ou sur lesquelles doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360 F ou les phrases de risque R 45, R 46, R 49, R 60 ou R 61, en raison de leur teneur en composés organiques volatils classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction en vertu du règlement (CE) no 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, sont remplacées autant que possible par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles.				X	Absence de substances à mentions de dangers CMR.
AR du 23/03/2012 ANN.V	IV. – Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure.				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 ANN.V	Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 ANN.V	Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ;				X	Pour information.
AR du 23/03/2012 ANN.V	Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.				X	Pour information.
	ANNEXE VI					
	PRÉSCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES AUX OPÉRATIONS DE PRÉLÈVEMENTS ET D'ANALYSES					
	Abrogé par arrêté du 24 août 2017					